



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9819^e séance

Mercredi 18 décembre 2024, à 10 heures
New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Thomas-Greenfield. (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Algérie	M. Bendjama
Chine	M. Geng Shuang
Équateur	M. Montalvo Sosa
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Dharmadhikari
Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
Japon	M. Yamazaki
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Afonso
République de Corée	M. Sangjin Kim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
Sierra Leone	M. George
Slovénie	M ^{me} Blokar Drobič
Suisse	M ^{me} Baeriswyl

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant d'Israël à participer à la présente séance.

Je propose que, conformément aux dispositions de son règlement intérieur provisoire et à la pratique établie en la matière, le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix ; M^{me} Shira Efron, Directrice de recherche à l'Israel Policy Forum ; et M. Michael Levy, frère d'Or Levy, retenu en otage par le Hamas.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khiari.

M. Khiari (*parle en anglais*) : Depuis la présentation du rapport écrit du Secrétaire général sur la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, les hostilités et la violence se sont poursuivies dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé. Dans la bande de Gaza, les affrontements qui opposent les Forces de défense israéliennes au Hamas et à d'autres groupes armés palestiniens, y compris les lourds bombardements israéliens dans l'ensemble de la bande, ont fait de nombreuses victimes. En Cisjordanie occupée, le niveau élevé de violence persiste sur fond de poursuite des opérations israéliennes, d'échanges de tirs avec des Palestiniens armés, de violence liée aux colons et d'attaques palestiniennes contre Israël.

Dans le contexte de diverses frappes meurtrières à Gaza, les 14 et 15 décembre, au moins 69 Palestiniens, dont des femmes et des enfants, auraient été tués dans quatre frappes israéliennes sur des écoles abritant des personnes déplacées, dans la ville de Gaza, à Beït Hanoun

et à Khan Younès, dont 20 dans une frappe aérienne sur une école de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à Mawassi, à Khan Younès. Les Forces de défense israéliennes ont déclaré qu'elles visaient des militants du Hamas. Selon le Ministère de la santé de Gaza, plus de 250 Palestiniens ont été tués par des frappes de ce genre à Gaza au cours de la semaine écoulée.

Le bilan humain de cette guerre continue de s'alourdir. Depuis le 7 octobre 2023, plus de 45 000 Palestiniens ont été tués à Gaza, selon le Ministère de la santé, et plus de 1 700 Israéliens et ressortissants étrangers ont été tués lors d'attaques menées à Gaza ou en provenance de l'enclave, selon des sources israéliennes.

En Cisjordanie occupée, le 12 décembre, un jeune Israélien a été tué dans une attaque à l'arme à feu contre un bus près du carrefour Al-Khader, au sud de Jérusalem. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'auteur palestinien de cette attaque s'était rendu par la suite. Le même jour, les forces israéliennes auraient tué un Palestinien durant un échange de tirs dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse.

Depuis la rédaction du rapport écrit, de graves affrontements ont également eu lieu entre les groupes armés palestiniens en Cisjordanie occupée et les forces de sécurité palestiniennes, en particulier dans le camp de Jénine, à la suite de l'opération d'arrestation palestinienne et de la saisie, par des militants, de véhicules appartenant à l'Autorité palestinienne. En quelques jours, les forces de sécurité palestiniennes ont tué un jeune de 19 ans non armé et arrêté de nombreux militants du Hamas et du Jihad islamique palestinien, et les affrontements ont causé d'importants dégâts dans le camp.

Je vais maintenant souligner certaines des observations du Secrétaire général concernant l'application de la résolution 2334 (2016).

« Une fois de plus, je condamne avec fermeté les attaques ignobles perpétrées par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens en Israël le 7 octobre 2023, ainsi que le fait que plus de 100 otages sont toujours retenus à Gaza. Rien ne saurait justifier ces actes de terreur. Tous les otages restants doivent être libérés sur-le-champ et sans condition. Je reste consterné par le fait qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les otages subissent des violences et des atteintes sexuelles. Pendant leur captivité, les otages doivent être traités humainement et autorisés à recevoir des visites et de l'aide de la part de la Croix-Rouge. Je

le répète : rien ne peut justifier le meurtre, la mutilation, la torture et l'enlèvement délibérés de civils et d'autres personnes protégées, ou encore le recours à la violence sexuelle contre eux. L'utilisation de boucliers humains et les tirs aveugles de roquettes vers des centres de population israéliens constituent des violations du droit international humanitaire et doivent cesser.

Pour ce qui est de la situation à Gaza, un cessez-le-feu aurait dû être instauré depuis longtemps. Rien ne peut justifier de continuer d'infliger un châtiment collectif au peuple palestinien. Les bombardements incessants de Gaza par les forces israéliennes, le grand nombre de victimes civiles, la destruction générale des quartiers palestiniens et l'aggravation de la situation humanitaire sont effroyables. Les ravages et privations généralisés qui résultent des opérations militaires d'Israël dans le nord de Gaza, en particulier autour de Jabaliya, Beït Lahya et Beït Hanoun, rendent les conditions de vie intenable pour les Palestiniens qui s'y trouvent. Je condamne l'emploi par Israël d'engins explosifs à large rayon d'impact dans des zones densément peuplées, qui a fait de très nombreuses victimes et causé des dégâts considérables à des immeubles d'habitation, des écoles, des hôpitaux, des mosquées et des locaux de l'ONU. Les locaux de l'Organisation sont inviolables en toutes circonstances.

Une fois de plus, je condamne sans équivoque le massacre et la mutilation à grande échelle de civils à Gaza, notamment de femmes et d'enfants, ainsi que la privation d'articles essentiels à leur survie. Je suis préoccupé par les faits qui sont susceptibles de constituer des violations du droit international humanitaire dans la conduite des hostilités, notamment le non-respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, dans les attaques et contre les conséquences de ces attaques. Le droit international humanitaire s'applique en tout temps à toutes les parties à un conflit, et l'obligation de le respecter n'est pas conditionnée par la réciprocité. La protection des civils est primordiale. Les auteurs de toutes les atrocités criminelles commises doivent répondre pleinement de leurs actes.

Je pleure les membres du personnel des Nations Unies tués à Gaza et je condamne fermement le meurtre de tout travailleur sanitaire et humanitaire ainsi que des journalistes. Je condamne également le pillage de l'aide, dans un contexte d'effondrement de

l'ordre public. Cela est inacceptable et doit cesser immédiatement. Je réitère mon appel pour que tous ces actes fassent l'objet d'une enquête approfondie et que les auteurs de violations du droit international soient tenus de rendre des comptes.

En raison des restrictions qui continuent d'être imposées par Israël, des pillages perpétrés par des Palestiniens armés et de l'insécurité généralisée, les approvisionnements qui sont entrés à Gaza sont insuffisants pour répondre à l'immensité des besoins de la population, y compris ceux d'un grand nombre de déplacés qui vivent dans des conditions de surpopulation extrême. Pour répondre aux besoins, l'ONU et ses partenaires ont besoin de toute urgence que les produits alimentaires, le matériel de construction d'abris, les médicaments et le carburant puissent entrer de façon prévisible et circuler sans entrave, et il leur faut également disposer de la capacité de réparer les infrastructures critiques et vitales, y compris le système de soins de santé. Tout en prenant acte de l'ouverture de points d'entrée supplémentaires pour acheminer l'aide humanitaire, j'appelle Israël à s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant que Puissance occupante en vertu du droit international, notamment en autorisant et en facilitant le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils dans le besoin dans l'ensemble de la bande de Gaza, et à créer les conditions qui permettront le retour des Palestiniens dans leurs foyers.

Je note le succès relatif de la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Bien que nous n'ayons pas atteint nos objectifs dans le nord de Gaza, l'utilisation de pauses tactiques et les exemples de coordination fonctionnelle avec Israël ont montré ce qui était possible et réalisable.

Je renouvelle mon appel à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages à Gaza. L'ONU ne cesse de s'entretenir avec toutes les parties prenantes pour atteindre ces objectifs et se tient prête à accompagner la mise en œuvre d'un accord. Je salue les efforts continus déployés, notamment par l'Égypte, les États-Unis et le Qatar, pour surmonter les obstacles de taille qui se dressent et parvenir à un accord.

Je reste profondément préoccupé par l'implacable expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est,

qui alimente les tensions, empêche les Palestiniens d'accéder à leurs terres et à leurs ressources et menace la viabilité d'un futur État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant et souverain. Je réaffirme que toutes les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, n'ont aucun fondement en droit et constituent une violation flagrante du droit international et des résolutions des organes de l'ONU. Je suis vivement préoccupé par le fait qu'au cours de l'année écoulée, le Gouvernement israélien a continué de promouvoir systématiquement des politiques qui renforcent le contrôle de la Cisjordanie occupée par des fonctionnaires civils, y compris en faisant passer certaines fonctions de sécurité sous contrôle civil, tandis que certains responsables gouvernementaux appellent à l'annexion de zones de la Cisjordanie occupée. J'exhorte le Gouvernement israélien à cesser immédiatement toute activité de colonisation.

À cet égard, je note les récentes conclusions formulées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif du 19 juillet (voir A/78/968), qui déclare, entre autres, que la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite et qu'il doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

La démolition et la saisie de structures appartenant à des Palestiniens, y compris des projets humanitaires financés par des sources internationales ou des bâtiments qui servent à créer des revenus ou à fournir des services essentiels, impliquent de nombreuses violations du droit international et suscitent des inquiétudes quant au risque de transfert forcé. Je demande de nouveau au Gouvernement israélien de mettre fin à cette pratique et de prévenir les déplacements de Palestiniens, conformément aux obligations internationales que lui impose le droit international, et d'approuver les projets qui permettraient aux Palestiniens de mener des activités de construction en toute légalité et qui répondent à leurs besoins de développement.

L'escalade de la violence et des tensions en Cisjordanie occupée suscite de vives inquiétudes et risque de produire une déflagration de plus grande ampleur. L'intensification des opérations menées par les forces israéliennes, l'augmentation de la violence des colons et les attaques visant les

Israéliens ont également exacerbé les tensions et conduit à un nombre extrêmement élevé de pertes civiles, de détentions et de destructions. Je suis alarmé par les attaques meurtrières perpétrées par des colons israéliens contre des Palestiniens, y compris parfois sous les yeux et avec le soutien des forces de sécurité israéliennes, et par des Palestiniens contre des Israéliens. Tous les auteurs d'attaques doivent avoir à répondre de leurs actes.

Je réaffirme que les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, doivent faire preuve de la plus grande retenue et ne recourir à la force létale que lorsque c'est absolument indispensable pour protéger des vies. J'appelle Israël à respecter les obligations que lui impose le droit international et à mener des enquêtes approfondies, indépendantes et rapides sur tous les cas d'usage excessif de la force, tout en veillant à ce que les responsables rendent des comptes.

Je suis particulièrement atterré que des enfants continuent d'être victimes de la violence de toutes parts. Je suis également préoccupé par le fait que des enfants palestiniens continuent d'être arrêtés en grand nombre et d'être détenus pendant des périodes prolongées, y compris en détention administrative. Je demande de nouveau à Israël de ne recourir à la détention que comme mesure de dernier ressort et pour une durée aussi brève que possible, de prévenir toute forme de mauvais traitement en détention et de mettre fin à la détention administrative d'enfants, lesquels ont droit à une protection spéciale.

Je suis consterné par les nombreux cas où, au cours de la période considérée, des responsables politiques ont glorifié la violence et se sont livrés à de dangereux actes de provocation ou d'incitation et à des discours incendiaires, qui ne feront qu'accentuer la polarisation et qui risquent d'entraîner de nouvelles effusions de sang. Les dirigeantes et dirigeants ont l'obligation de condamner clairement et explicitement les actes de terreur et de violence dirigés contre des civils. L'incitation à la violence doit cesser immédiatement.

Je demande de nouveau aux parties de respecter et de maintenir le statu quo dans les Lieux saints de Jérusalem, en tenant compte du rôle particulier et historique que joue le Royaume hachémite de Jordanie en tant que gardien des Lieux saints dans cette ville.

Je suis vivement préoccupé par l'adoption, par la Knesset israélienne, de deux lois contre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Ces lois, si elles sont appliquées, risquent d'empêcher l'UNRWA de poursuivre son travail essentiel dans le Territoire palestinien occupé, ce qui aurait des conséquences dévastatrices pour les réfugiés palestiniens, étant donné qu'il n'y a pas d'autre option viable que l'UNRWA pour répondre de manière adéquate à leurs besoins. J'exhorte à nouveau Israël à agir conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et aux autres obligations que lui impose le droit international, y compris le droit international humanitaire, et à celles relatives aux privilèges et immunités des Nations Unies. La législation nationale ne peut modifier ces obligations. »

Il est indispensable que la communauté internationale apporte un soutien immédiat au Gouvernement palestinien pour qu'il puisse remédier à sa situation budgétaire, renforcer sa capacité de gouvernance et se préparer à reprendre ses responsabilités à Gaza. Nous devons instaurer des cadres politiques et sécuritaires permettant de remédier à la catastrophe humanitaire, de lancer le relèvement rapide, de reconstruire Gaza et de jeter les fondements d'un processus politique propre à mettre fin à l'occupation et à mettre en place dès que possible une solution viable prévoyant deux États. Il est vital que ces cadres facilitent l'installation d'un gouvernement palestinien légitime capable de réunifier Gaza et la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, sur les plans politique, économique et administratif, tout en inversant la dégradation progressive de la situation dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé. Toute tentative d'établissement de colonies de peuplement à Gaza doit être fermement rejetée. Il ne doit y avoir aucune tentative de réduire ou d'annexer le territoire de Gaza, en tout ou partie.

La dévastation et les souffrances de l'année écoulée abondent une fois de plus dans le sens de cette vérité simple : Palestiniens et Israéliens ne peuvent plus attendre pour façonner un horizon politique viable. Le moment est venu de jeter les bases d'un avenir meilleur pour les Palestiniens, les Israéliens et toute la région. Les Israéliens, les Palestiniens, les États de la région et la communauté internationale dans son ensemble doivent prendre de toute urgence des mesures pour aider les parties à revenir sur la voie politique, dont elles sont éloignées depuis longtemps et qui doit mener à la solution des deux États.

L'ONU reste déterminée à aider les Palestiniens et les Israéliens à mettre fin à l'occupation et à régler le conflit conformément au droit international, aux résolutions

pertinentes des organes de l'ONU et aux accords bilatéraux, afin de concrétiser la vision de deux États, Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant, viable et souverain, dont Gaza fait partie intégrante, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, sur la base des frontières d'avant 1967, et avec Jérusalem comme capitale des deux États.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khiari de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Efron.

M^{me} Efron (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que les membres du Conseil de sécurité, de m'avoir invitée à présenter un exposé devant le Conseil aujourd'hui. C'est un véritable honneur.

Particulièrement à l'ONU, où est né le projet de partage de la Palestine sous mandat en deux États, l'un juif et l'autre arabe, il convient de prendre conscience du fait que le conflit israélo-palestinien reste aujourd'hui une tragédie tant pour les Juifs que pour les Arabes. Dans le même temps, il est également essentiel de reconnaître, comme l'a fait l'Assemblée générale à l'époque, que des solutions pratiques existent et doivent être appliquées.

En tant que Juive israélienne, je vais parler de la réalité que je vis. Le traumatisme en Israël est palpable, la société étant encore figée dans l'horreur du 7 octobre 2023, le jour le plus meurtrier pour les Juifs depuis l'Holocauste. Ce jour-là, des terroristes du Hamas et du Jihad islamique ont assassiné plus de 1 200 Israéliens et ressortissants d'autres pays, enlevé 251 personnes et commis des atrocités, notamment des violences sexuelles à grande échelle. Aujourd'hui, 439 jours plus tard, 100 personnes, dont un bébé de bientôt 2 ans et un grand-père de 86 ans, sont toujours en captivité à Gaza, tandis que leurs familles, comme les membres du Conseil l'entendront dans quelques minutes, endurent des tourments quotidiens. Nous prions tous pour leur libération immédiate. Les communautés frontalières portent les cicatrices de la destruction et des déplacements. Les Israéliens restent confrontés à l'insécurité, avec des bombardements continus sur de nombreux fronts et des attaques terroristes dans nos rues.

À Gaza, les ravages sont inimaginables : d'innombrables vies perdues et des familles brisées, y compris celles de mes chers amis, Khalil et Ahmed, des maisons réduites à l'état de ruines et des populations luttant pour leur survie, et des produits de première nécessité, tels que la nourriture, l'eau et les soins de santé, toujours plus rares. Dans le même temps, la Cisjordanie est en proie à une montée de la violence et à des difficultés économiques.

Pour les deux sociétés, les blessures de cette guerre sont profondes et mettront des années à guérir. Pourtant, même aujourd'hui, des mesures peuvent être prises pour mettre un terme aux souffrances et commencer à tracer une voie vers la stabilité et l'espoir, tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens. Le défi collectif qui se présente à nous, Israéliens, Palestiniens, pays du Moyen-Orient et communauté internationale, consiste à saisir ce moment de profonde tragédie et à le transformer en un processus diplomatique audacieux qui conduise à la paix, à la sécurité et à la prospérité pour les peuples de toute la région.

Certes, les acteurs internationaux parlent souvent de la solution des deux États en faisant preuve de bonne volonté et de détermination, mais se contenter de slogans et d'éléments de langage n'a pas permis d'instaurer la confiance ni de s'attaquer à la dynamique structurelle du conflit. Et si, à l'Israel Policy Forum, nous considérons également la solution des deux États comme le seul cadre viable qui reconnaisse les aspirations nationales légitimes des deux parties et comme le seul moyen de garantir l'avenir envisagé par les fondateurs d'Israël, à savoir un État d'Israël juif, démocratique et sûr, nous sommes conscients que la réalité des deux États restera au stade de vision si nous ne changeons pas d'approche. Ce qu'il faut maintenant, c'est une stratégie cohérente, inclusive et réalisable qui dépasse les schémas de pensée rigides afin que nous puissions mettre fin à la guerre, stabiliser Gaza et modifier les tendances en Cisjordanie, pour passer de l'annexion insidieuse à la séparation pacifique. Les parties régionales doivent tirer parti du potentiel de normalisation des relations avec Israël pour donner aux acteurs pragmatiques les moyens d'agir tout en contrant les fauteurs de troubles. La situation actuelle exige que l'on passe des platitudes à la planification, dans le cadre d'une feuille de route coordonnée qui traite de la sécurité et de la gouvernance, débouche sur des gains tangibles à court terme et jette les bases de notre vision commune à long terme.

Cela n'est nulle part plus évident que dans les discussions sur le « jour d'après » à Gaza. Alors que nous retenons notre souffle avec inquiétude dans l'attente d'un accord sur les otages et le cessez-le-feu, il n'existe toujours pas de plan cohérent commun pour l'après-guerre à Gaza. La communauté internationale ne voit essentiellement qu'une voie viable pour sortir de ce bourbier : la mise en place d'une administration palestinienne transitoire sans le Hamas à Gaza, dans le but de rétablir, à terme, la pleine gouvernance de l'Autorité palestinienne une fois qu'elle aura été réformée et renforcée. Il est clair que, sans le feu vert de l'Autorité palestinienne, les partenaires régionaux et les autres partenaires internationaux ne s'engageront pas en

faveur du relèvement de Gaza. Toutefois, pour des raisons essentiellement politiques, que cela nous plaise ou non, le Gouvernement israélien a jusqu'à présent opposé son veto à la participation de l'Autorité palestinienne, exacerbant ainsi le risque d'une occupation israélienne totale de Gaza ou d'une résurgence du Hamas, voire des deux. En particulier, dans cette salle, il importe de reconnaître que, malgré certaines voix extrêmes, la plupart des Israéliens ne veulent pas contrôler les Palestiniens indéfiniment, mais ils ont peur et ne voient pas d'autres solution plausible.

Pour atténuer la résistance israélienne, il faut adopter une approche progressive, fondée sur des objectifs de référence et assortie de garanties, qui tire parti des succès, même s'ils sont modestes. Les capacités actuelles de l'Autorité palestinienne à Gaza peuvent et doivent être mobilisées pour les efforts humanitaires, par exemple en s'appuyant sur d'anciens membres des forces de sécurité et des représentants de haut niveau occupant des postes clefs au sein du Gouvernement, notamment au sein des autorités monétaires et des services des eaux, avec lesquels Israël interagit déjà aujourd'hui. Associer l'Autorité palestinienne et veiller à ce qu'elle soit capable de prospérer permettrait également d'alléger les pressions budgétaires et économiques en Cisjordanie, ce qui constitue une préoccupation majeure pour les instances israéliennes chargées de la sécurité. Cela inciterait également les donateurs à se mobiliser de manière durable et plus stratégique et permettrait de faire appel aux partenaires régionaux du Moyen-Orient pour rétablir l'ordre public dans le chaos qui règne à Gaza.

En outre, la décision de consentir à ce que l'Autorité palestinienne joue un rôle important à Gaza doit être expressément mise à profit pour donner un élan à de véritables réformes de l'Autorité palestinienne, assorties d'objectifs clairs, d'une feuille de route précise et d'indicateurs clefs de performance. L'Autorité palestinienne doit démontrer qu'elle peut réellement faire partie de la solution en réformant ce que l'on appelle les systèmes de paiement des prisonniers et des martyrs, en créant un environnement propice au secteur privé, en renforçant l'indépendance de la magistrature, en réorganisant le secteur de la sécurité, en luttant contre l'incitation à la violence, en entreprenant une réforme de l'enseignement et en œuvrant en faveur d'un horizon électoral crédible qui permette la participation politique de la prochaine génération de dirigeants. En l'absence de telles réformes, en tout réalisme, Israël continuera de retenir les recettes fiscales de l'Autorité palestinienne, les restrictions imposées par les États-Unis sur l'aide seront maintenues et les États de la région hésiteront à investir dans l'économie et les infrastructures palestiniennes, ce qui

aggraverait encore la crise budgétaire et la crise de légitimité de l'Autorité palestinienne et mettrait en péril la stabilité tant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Dans ses propres intérêts à long terme, et pour permettre à l'Autorité palestinienne de prospérer, Israël doit également prendre des mesures décisives pour modifier sa politique à Gaza et en Cisjordanie. Il s'agit notamment d'alléger les pressions financières qui pèsent sur l'Autorité palestinienne, de lui laisser la marge de manœuvre opérationnelle nécessaire pour gouverner et sécuriser efficacement le territoire relevant de sa juridiction, de geler l'expansion des colonies de peuplement dans les zones qui compromettent la séparation territoriale, et uniquement dans ces zones, et de prendre des mesures résolues pour mettre un terme à la violence des colons. Le leadership des États-Unis, les garanties de sécurité et la normalisation arabo-israélienne peuvent et doivent jouer un rôle clef dans la promotion de ces mesures.

Il n'y a malheureusement pas de solution rapide à ces problèmes de longue date, et la situation sur le terrain ne peut pas attendre que toutes nos horloges se synchronisent. Cependant, Israël et la communauté internationale doivent détecter et amplifier les signaux positifs, tels que la décision d'Israël d'étendre l'indemnisation pour les opérations par correspondants bancaires entre Israël et la Cisjordanie, ainsi que les efforts actuellement déployés par les forces de sécurité palestiniennes pour reprendre le contrôle du camp de réfugiés dans la ville de Jénine. Il importe de noter que cette initiative, ainsi que la coopération et la coordination continues en matière de sécurité entre Israël et les Palestiniens, même au cours des 15 derniers mois, sont le résultat d'un investissement stratégique international à long terme dans le Bureau du Coordonnateur chargé de la sécurité des États-Unis. Il est indispensable de faire fond sur ces réussites pour renforcer et améliorer les capacités de l'Autorité palestinienne, tout en répondant aux préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.

Beaucoup de choses dépendent des Israéliens, des Palestiniens et du soutien des États Membres, en particulier du leadership des États-Unis. Mais l'ONU, en tant qu'institution, a aussi un rôle essentiel à jouer. Les capacités efficaces de l'ONU sont indispensables à l'action humanitaire, au relèvement et à la reconstruction, à la stabilisation et à l'assistance à l'État palestinien en cours d'édification, non seulement en paroles, mais aussi en actes. Sur le plan interne, cela suppose une coordination étroite entre les organismes des Nations Unies et entre les hauts responsables de l'Organisation, ainsi que des mécanismes financiers et opérationnels rationalisés, et la souplesse

stratégique requise pour renoncer à des approches trop rigides lorsque le pragmatisme s'impose. Dans le même temps, l'ONU et Israël doivent réparer leur relation qui n'a jamais été plus fracturée. Les deux parties ont certes des griefs légitimes, mais l'enjeu est trop important pour les laisser compromettre une coopération efficace et tournée vers l'avenir, qui est dans l'intérêt des deux parties.

Je voudrais parler du point de vue israélien. On estime depuis longtemps que l'ONU est entachée de partialité, un sentiment aggravé par ce qu'Israël juge être une réaction insuffisante aux événements du 7 octobre et à leurs répercussions, ainsi que par les preuves selon lesquelles le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient entretient des liens avec le Hamas. Ce déficit de confiance a des conséquences politiques réelles, à savoir la possibilité de perdre tout soutien d'Israël et tout effet de levier sur ce pays. Les Israéliens ont besoin d'entendre l'ONU condamner sans équivoque le Hamas et ses agissements. Comme les Palestiniens, les Israéliens ont aussi besoin que la communauté internationale réaffirme le droit du peuple juif à l'autodétermination dans un État qui lui soit propre, et qu'elle reconnaisse le lien entre les Juifs et la terre d'Israël. Aucune des parties ne participera à un processus politique, dont elles ont toutes deux besoin, si celui-ci nie la légitimité de ces droits.

Pour terminer, tout comme elle l'a fait lorsqu'elle a adopté le plan de partage en 1947 (résolution 181 (II) de l'Assemblée générale), l'ONU a un rôle primordial à jouer lorsqu'il s'agit d'aider les Israéliens et les Palestiniens à surmonter la période la plus sombre de leur histoire commune. Cela peut se faire en mettant l'accent sur ce qui est possible et réalisable, plutôt que sur ce qui est parfait, et en se concentrant sur les solutions, plutôt qu'en s'attardant sur les problèmes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Efron de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Levy.

M. Levy (*parle en anglais*) : Je me présente aujourd'hui devant le Conseil de sécurité non seulement en tant que Michael Levy, mais aussi en tant que frère, fils, être humain et en tant que personne dont la vie a été brisée par une perte et un désespoir inimaginables. Mon frère, Or Levy, fait partie des 100 otages innocents actuellement détenus par le Hamas à Gaza. Cela fait 439 jours qu'Or manque à notre famille, 439 jours de peur, d'angoisse et d'un silence insupportable qui résonne plus fort que n'importe quel mot.

Le 7 octobre 2023, Or et son épouse, Eynav, se sont rendus à un festival de musique, à la recherche d'un bref moment de joie. Ils sont arrivés neuf minutes seulement avant que l'enfer ne se déchaîne. Des missiles ont volé au-dessus de leur tête et ils ont dû courir se réfugier dans un abri proche, pensant qu'ils seraient en sécurité. Depuis cet abri, Or a appelé sa mère, répétant ces paroles terrifiantes : « Maman, tu ne veux pas savoir ce qui se passe ici ». C'est la dernière fois que nous avons entendu sa voix. Dix minutes plus tard, des terroristes du Hamas ont pris d'assaut l'abri. Ils ont lancé des grenades, fait pleuvoir les balles, assassiné Eynav et enlevé Or pour l'emmener dans les tunnels de Gaza. La dernière image que nous avons de lui est déchirante. Il est couvert du sang de sa femme, sous le choc, et terrifié.

Or est plus qu'un simple numéro. Il est un être humain à part entière. Il est le père d'un petit garçon extraordinaire âgé de 3 ans, Almog, qui a perdu sa mère dans le terrible attentat terroriste du 7 octobre et qui est désormais pratiquement orphelin. Ce bébé a dû fêter son troisième anniversaire sans ses parents. Que les membres du Conseil essaient d'imaginer leurs propres enfants fêtant leur anniversaire sans leurs parents et franchissant les grandes étapes de la vie sans eux. Qu'ils s'imaginent ne pas savoir si leur enfant va bien et qui s'occupe de lui. Almog n'arrête pas de poser des questions sur son père et sa mère, et même lorsque nous essayons de lui expliquer la situation, il ne comprend pas pourquoi il ne peut pas voir son père, ni ce que cela signifie lorsque nous lui disons que sa mère ne reviendra jamais. Ce bébé a toujours un père, un père qui peut le retrouver. Je demande aux membres du Conseil de veiller à ce que cet enfant ne devienne pas orphelin. Ils ont le pouvoir de sauver son père.

Depuis 439 jours, je me réveille chaque matin avec une boule au ventre, me demandant où est mon frère, s'il a froid, s'il a faim et s'il a réussi à survivre un jour de plus. Chaque moment où il reste en captivité est un moment de souffrance insupportable pour lui et pour nous tous qui l'aimons. Je suis ici aujourd'hui pour rappeler aux membres du Conseil, ainsi qu'au monde, le devoir qui est le leur, non seulement en tant que diplomates, mais aussi en tant que personnes, en tant que mères, pères, frères et sœurs et amis. Ce n'est pas une simple question politique. C'est une question humaine et morale. Je voudrais demander à tous les membres du Conseil ce qu'ils feraient s'il s'agissait de leur enfant, de leur frère ou d'un être cher.

Les agissements du Hamas ne constituent pas seulement une violation flagrante du droit international, mais une atteinte à l'humanité elle-même. La prise en otage de civils, hommes, femmes et enfants, est une violation des principes

que le Conseil a été créé pour protéger. Pourtant, le silence des membres du Conseil est assourdissant et leur inaction étouffante. Chaque jour où il reste les bras croisés, le Conseil adresse un message clair au monde entier : certaines vies valent la peine d'être sauvées, d'autres non. Mais je refuse d'accepter ce message. Je refuse d'accepter un monde où la vie de mon frère peut servir de monnaie d'échange et tomber dans l'oubli. Je refuse de croire que le Conseil, qui a été créé pour défendre les idéaux les plus nobles de l'humanité, tourne le dos aux personnes qui ont le plus besoin de lui.

Le moment est venu pour le Conseil de sécurité d'agir, de montrer l'exemple, de montrer au monde qu'il a le courage de défendre ce qui est juste et d'envoyer un message retentissant : le terrorisme ne triomphera jamais. Je demande aux membres de prouver que le droit international a un sens et que les droits humains ne sont pas de simples mots, mais des principes qu'ils se battent pour protéger. Je demande au Conseil d'exiger la libération d'Or et de tous les otages. Ces 100 vies ne sont pas seulement un nombre. Ce sont des pères, des mères, des filles, des fils, des frères et des sœurs. Ce sont des personnes dont les familles attendent désespérément de les retrouver.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux États-Unis et à tous les autres pays qui ont appuyé notre campagne en se tenant à nos côtés en ces heures sombres. Leur foi inébranlable en la liberté et la justice est une lueur d'espoir pour les familles qui, comme la mienne, ont cruellement besoin d'une bouée de sauvetage. Je tiens à dire au futur Président Trump et au Président Biden que nous plaçons nos plus grands espoirs et notre confiance en eux pour qu'ils mettent un terme à cette tragédie. Leur leadership résolu a déjà permis d'apporter de la lumière dans une situation qui paraissait si désespérée. Nous sommes convaincus que leur force, leur esprit de décision et leur engagement en faveur de la justice permettront de ramener nos proches à la maison.

Je voudrais terminer sur une note personnelle. Aujourd'hui, c'est mon anniversaire, le deuxième que je fête sans mon petit frère. Je ne demande pas de cadeaux, de célébrations ni même de gâteau. L'objet du seul souhait que j'ai pour mon anniversaire se trouve dans un tunnel du Hamas, attendant d'être ramené à son fils. Qu'on laisse mon frère rentrer chez lui. Qu'on laisse tous les otages rentrer chez eux.

La Présidente (parle en anglais) : Je remercie M. Levy de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. George (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de nous avoir présenté un exposé important sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016), ainsi que M^{me} Shira Efron, de l'Israel Policy Forum, et M. Michael Levy de nous avoir partagé leurs vues sur la situation dans le Territoire palestinien occupé.

Nous prenons acte du rapport du Secrétaire général et regrettons que la période considérée ait été marquée par la poursuite des hostilités entre Israël et le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens dans la bande de Gaza. Cela va à l'encontre des dispositions de la résolution 2334 (2016), qui appelle à ce que des mesures immédiates soient prises pour prévenir tous les actes de violence visant des civils, y compris les actes de terreur, ainsi que tous les actes de destruction. Comme l'a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, on estime que 26 000 des civils blessés dans la bande de Gaza, en particulier parmi les enfants, pourraient subir des déformations et des handicaps à vie du fait de leurs blessures. Nous notons avec inquiétude que c'est dans la bande de Gaza que l'on enregistre le plus grand nombre d'enfants amputés par habitant dans le monde. Dans le même ordre d'idées, nous rappelons également que le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens détiennent toujours des otages depuis le 7 octobre 2023, sans accorder l'accès nécessaire ou fournir des informations à jour sur leur état.

La résolution 2334 (2016) rappelle à Israël, Puissance occupante, ses obligations et responsabilités juridiques au titre de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949. Cependant, les 14 derniers mois dans la bande de Gaza ont fait apparaître des éléments accablants qui contreviennent aux dispositions de la résolution. En témoignent le nombre de morts, estimé à plus de 45 000, et le nombre de blessés, estimé à 106 000, dont 70 % de femmes et d'enfants. La population civile est prise au piège d'une crise humanitaire profonde, dont l'ampleur et la portée dépassent de loin l'entendement humain. Ces chiffres remettent en question notre conscience et notre responsabilité collective de promouvoir une paix durable et de préserver les générations futures du fléau de la guerre, conformément à la Charte des Nations Unies. Alors que les familles et les communautés sont déplacées en raison de la destruction généralisée de leurs maisons et des infrastructures critiques, la population déjà vulnérable, dans le nord de la bande de Gaza et ailleurs, est exposée à des conditions météorologiques extrêmes cet hiver.

Actuellement, les moyens de subsistance, les systèmes sociaux et le bien-être général des Palestiniens

sont perturbés. Le taux alarmant de violence en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, dans le contexte des opérations israéliennes, et les échanges armés entre les Palestiniens, y compris des groupes armés, et les forces de sécurité et colons israéliens, qui conduisent souvent à des restrictions d'accès, à des déplacements forcés et à des démolitions, sont contraires aux résolutions du Conseil et à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet sur les *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* (voir A/78/968). À l'évidence, toutes les actions menées sur le terrain contre-carrent la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient. Nous sommes toutefois encouragés par l'élan politique accru en faveur du traitement de certaines des questions critiques entourant le processus de paix au Moyen-Orient et la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016).

Dans cet esprit, la Sierra Leone se félicite des observations soulignées dans le rapport du Secrétaire général et souhaite réaffirmer ce qui suit.

Tout d'abord, nous condamnons le fait que des civils continuent d'être tués et blessés et que le cycle de la violence est sans fin. Pour mettre un terme à cette situation, nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, le respect du droit international humanitaire et la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, y compris la récente résolution ES-10/26 de l'Assemblée générale. Nous appelons également à la libération inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas. Nous réaffirmons en outre notre appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et à son rôle clef pour aider les Palestiniens. Nous sommes préoccupés par le fait que toute action visant à saper ses opérations sera préjudiciable aux réfugiés palestiniens en particulier, non seulement à Gaza mais aussi dans d'autres zones d'opérations. Nous saluons les diverses initiatives prises par la communauté internationale, notamment les efforts diplomatiques de l'Égypte, des États-Unis et du Qatar, ainsi que le lancement de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États.

La Sierra Leone rappelle l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet et demande à Israël de cesser immédiatement et complètement toutes les activités de colonisation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, car elles constituent un obstacle à la paix et menacent la viabilité physique et la réalisation de la solution des deux États. Nous mettons en outre en garde contre toute action susceptible de menacer le statut économique, politique et administratif de la Palestine.

Nous rejetons l'escalade de la violence en Cisjordanie occupée et appelons les Israéliens et les Palestiniens à renoncer à tout acte d'incitation, à tout discours incendiaire et à toute provocation susceptible d'alimenter les tensions.

Pour terminer, nous exhortons les parties à s'engager à nouveau dans un dialogue constructif fondé sur le principe de la solution des deux États et à répondre aux aspirations et préoccupations légitimes des deux parties.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie tout d'abord le Sous-Secrétaire général Khiari, M^{me} Efron et M. Levy de leurs exposés.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour débattre du dernier rapport du Secrétaire général sur la résolution 2334 (2016). Cette résolution souligne que la création de colonies de peuplement dans le territoire palestinien constitue une violation du droit international et un obstacle important à la paix et à la solution des deux États. Cette position a également été corroborée par l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet sur les *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* (voir A/78/968), qui appelle à la cessation de ces activités. La position de la communauté internationale est évidente. Le 18 septembre, l'Assemblée générale a adopté, avec un large appui, la résolution ES-10/24 exhortant Israël à mettre fin sans délai à sa présence dans le Territoire palestinien occupé.

Malgré ces appels clairs et ces obligations juridiques, Israël reste présent dans le Territoire palestinien occupé, ce qui constitue un obstacle évident à la justice pour le peuple palestinien. Ces deux dernières années, nous n'avons pas manqué de noter toutes les déclarations et actions qui semblent suggérer que l'objectif pourrait être l'annexion de pans importants de la Cisjordanie, y compris les mesures visant à construire de nouvelles colonies illégales, les efforts destinés à utiliser le système juridique pour légitimer les avant-postes illégaux et les programmes transférant les pouvoirs administratifs relatifs aux terres et aux colonies d'un contrôle militaire à un contrôle civil israélien. Ces mesures sont incompatibles avec le droit international et entravent les efforts déployés pour parvenir à une paix durable.

Dans le même temps, la situation inacceptable à Gaza est aggravée par l'obstruction de l'aide humanitaire et les perturbations dans l'acheminement de l'aide, ainsi que par l'effondrement des conditions de sécurité. Le nord de la bande de Gaza reste, dans les faits, soumis à un siège. Alors que nous arrivons au terme de notre mandat au Conseil, nous continuerons à exprimer clairement notre position sur cette crise. Nous avons besoin d'un

cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent dans la bande de Gaza et dans l'ensemble de la région. Il est également crucial que ce cessez-le-feu s'accompagne d'un accès humanitaire sans entrave et durable afin de fournir à la population, en quantité suffisante, l'aide nécessaire pour répondre à ses besoins criants.

Nous tenons également à renouveler notre condamnation des attaques barbares perpétrées le 7 octobre 2023 par le Hamas et nous appelons une fois de plus à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. La dégradation rapide et constante de la situation en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, est tout aussi préoccupante. Nous sommes extrêmement préoccupés par l'expansion continue des colonies, la violence des colons et la dépossession et le transfert des communautés palestiniennes. L'escalade récente a été marquée par une augmentation significative des démolitions et des expulsions, visant en particulier les habitations et infrastructures palestiniennes. En outre, les attaques de colons contre des civils palestiniens, souvent menées en toute impunité, se sont intensifiées, et des incidents coordonnés ont été signalés dans des communautés vulnérables. Ces violences sont exacerbées par des mesures restreignant les déplacements des Palestiniens, ce qui compromet grandement l'accès aux services de base, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Les colonies de peuplement illégales, la violence des colons et la présence des colons eux-mêmes font partie des causes profondes de la plupart des violations des droits humains en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. En plus d'être soumises à des raids violents, les femmes ont un accès extrêmement limité aux soins de santé maternelle et reproductive, ce qui est aggravé par des problèmes de santé mentale. Tous ces éléments risquent d'enraciner l'occupation et de réduire encore les perspectives de réalisation de la solution des deux États. Nous appelons Israël à revenir sur ces mesures et à respecter les engagements qui sont les siens en vertu du droit international.

Il faut éviter toute déclaration incendiaire sur l'avenir de la Cisjordanie et le statu quo des Lieux saints. La communauté internationale a la responsabilité de promouvoir l'application du principe de responsabilité pour les violations du droit international, ainsi que les mesures qui favorisent la paix et la justice dans la région. Pour ce faire, il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit et soutenir les mécanismes qui garantissent l'application du principe de responsabilité.

Pour terminer, la communauté internationale doit s'unir autour de la réalisation irréversible d'une solution prévoyant deux États, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux paramètres

convenus au niveau international. Pour ce faire, il faut mettre fin à l'occupation illégale et garantir la satisfaction, sur un pied d'égalité, des aspirations des Palestiniens à la création d'un État et des exigences d'Israël en matière de sécurité. Parallèlement, la communauté internationale doit accroître son soutien à une Autorité palestinienne revitalisée et économiquement viable, en tant qu'unique représentante du peuple palestinien. La volonté de réforme de l'Autorité et son engagement à maintenir la stabilité en Cisjordanie, en particulier dans les camps de réfugiés, doivent être soutenus. C'est le seul moyen de mettre définitivement un terme à ces souffrances sans précédent et de garantir une paix juste dans la région.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari et M^{me} Efron de leurs exposés. Je remercie tout particulièrement M. Levy de son témoignage émouvant.

Depuis plus de 14 mois, la région connaît sa période la plus sombre, non seulement en Israël et en Palestine, mais aussi au Liban, en Syrie, au Yémen et ailleurs. Le cercle vicieux de la contagion a plongé toute la région dans une violence et une instabilité sans fin. Nous assistons actuellement, avec autant d'espoir que d'inquiétude, à certains faits nouveaux positifs dans la région, notamment le récent cessez-le-feu de part et d'autre de la Ligne bleue et la transition politique en Syrie. Toutefois, la situation dans le Territoire palestinien occupé ne présente aucun signe de changement.

La République de Corée reste attachée à son appel de principe en faveur d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza et de la libération de tous les otages. C'est la seule façon de sauver des vies innocentes, de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire et de créer les conditions nécessaires à la reconstruction d'une bande de Gaza complètement détruite. Aussi nous félicitons-nous des efforts constants des médiateurs et nous espérons sincèrement que les négociations qui ont repris récemment pourront bientôt aboutir à des résultats concrets qui mettront fin à cette horreur. Mais nous devons être clairs : un cessez-le-feu à Gaza n'est pas un point final, il doit plutôt servir de véritable point de départ pour un avenir meilleur, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. Toutefois, il est extrêmement préoccupant que, ces dernières années, le monde ait été témoin d'une tendance négative qui entrave la vision d'une solution prévoyant deux États. Comme le mentionne le Secrétaire général dans son rapport, au cours des deux dernières années, Israël s'est employé à faire progresser, à approuver, ou à soumettre à des appels d'offres plus de 38 000 unités de logement dans des colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Ces colonies se traduiront par la présence de dizaines de milliers de colons israéliens supplémentaires dans la région.

La résolution 2334 (2016) affirme que la construction de colonies de peuplement n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international. Les colonies israéliennes constituent une violation de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, qui prévoit que la Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert de sa propre population civile dans le territoire occupé. Un autre aspect alarmant est que, conjuguées à l'impunité qui prévaut, les colonies israéliennes jettent les bases de violences associées aux colons contre les civils palestiniens. Nous sommes extrêmement préoccupés par la violence constante des colons, notamment les attaques de septembre contre une école primaire palestinienne située près de Jéricho, ainsi que de nombreuses attaques visant la récolte des olives, une source essentielle de revenus pour les Palestiniens. Les activités d'implantation de colonies d'Israël, associées à la confiscation persistante de terres palestiniennes, déplacent également les Palestiniens de leurs terres. Il est alarmant que les démolitions régulières d'habitations palestiniennes par Israël accélèrent ce déplacement. De plus, la fragmentation du Territoire palestinien occupé induite par l'implantation de colonies entrave la libre circulation des Palestiniens, ce qui constitue une autre violation des droits humains fondamentaux. Les points de contrôle, les bouclages et les couvre-feux exacerbent les souffrances quotidiennes.

L'aspect le plus troublant est que les activités de peuplement représentent le principal obstacle à la réalisation d'une solution négociée prévoyant deux États, car elles découpent les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne en de nombreuses parcelles de terre non contiguës. La République de Corée est fermement convaincue que la solution des deux États est la seule voie viable vers une paix juste, durable et globale. La réalité du statu quo, un seul État, ne peut se substituer à cette aspiration durable. Nous réitérons notre appel à Israël pour qu'il mette fin à toutes ses activités d'implantation de colonies.

Afin de contribuer aux efforts internationaux visant à revigorer la possibilité d'une solution à deux États, la République de Corée a participé aux deux séries de réunions de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États. Comme cela a été affirmé à ces réunions, la République de Corée continuera de soutenir toutes les initiatives pertinentes, notamment en apportant un appui indéfectible à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et à une Autorité palestinienne réformée. Nous espérons qu'Israël agira plus raisonnablement dans sa réponse aux appels de la communauté internationale et soutiendra le travail des organismes des Nations Unies.

À l'approche des fêtes de fin d'année, nous espérons que 2025 apportera un avenir meilleur fondé sur la paix et la coexistence, non seulement en Israël et en Palestine, mais dans l'ensemble de la région. Nous espérons que le cessez-le-feu au Liban, bien que fragile, marquera le début de la fin de la violence généralisée dans la région.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la présidence américaine du Conseil d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui qui porte sur la situation actuelle au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Nous remercions M. Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général, de son exposé détaillé sur l'application de la résolution 2334 (2016). Nous remercions également les intervenants de la société civile des informations qu'ils ont fournies à ce sujet.

Le Mozambique est profondément préoccupé par les violations persistantes de la résolution 2334 (2016). La poursuite des démolitions et des confiscations de structures appartenant aux Palestiniens en Cisjordanie occupée, comme en fait état le rapport du Secrétaire général, constitue un obstacle important à la paix et à la stabilité. Les hostilités en cours entre Israël et le Hamas à Gaza ont provoqué une crise humanitaire désastreuse. La perte de milliers de vies, les déplacements massifs de civils et la destruction systématique d'infrastructures critiques aggravent la situation humanitaire déjà tragique à laquelle sont confrontées les communautés palestiniennes. Ces actions, notamment l'expansion des colonies de peuplement, les actes de terreur et de violence contre des personnes innocentes et la destruction d'infrastructures privées, constituent des violations flagrantes du droit international. Ces événements sapent systématiquement les efforts internationaux visant à désamorcer les tensions et à trouver une solution globale au conflit au Moyen-Orient. Par conséquent, nous appelons toutes les parties à cesser immédiatement ces actions destructrices et à créer de véritables occasions d'engager un dialogue constructif et de régler ce conflit prolongé par des moyens pacifiques. Nous appelons en outre les parties à s'abstenir de tout discours d'incitation à la violence, de toute provocation incendiaire, de tout discours de haine et de tout autre acte de provocation, qui ne feront qu'alimenter le conflit.

Pour terminer, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent à Gaza, à la libération des otages et à un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, conformément aux résolutions 2712 (2023), 2720 (2023), 2728 (2024) et 2735 (2024). Nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la solution des deux États, une vision fondée sur la création de deux États indépendants et souverains, Israël et la Palestine, coexistant harmonieusement, côte à côte, et jouissant chacun d'un statut de Membre à part entière à l'ONU.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, et M^{me} Efron de leurs exposés. Je remercie également M. Levy d'avoir partagé avec nous l'histoire de son frère. Les souffrances que M. Levy et sa famille endurent sont inimaginables.

Qu'il me soit permis d'affirmer d'emblée que le Royaume-Uni est aux côtés de M. Levy et de toutes les familles d'otages qui cherchent désespérément à ramener leurs proches chez eux. Nous réaffirmons notre condamnation des attaques odieuses commises par le Hamas le 7 octobre 2023 et de l'enlèvement de plus de 250 otages, dont Emily Damari et trois otages ayant des liens avec le Royaume-Uni. Les otages doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Je voudrais formuler trois observations supplémentaires.

Premièrement, l'aggravation de la situation humanitaire à Gaza est épouvantable. Plus de 45 000 Palestiniens sont morts depuis le 7 octobre. Les deux derniers mois ont été les pires pour l'acheminement de l'aide depuis octobre 2023. L'ONU a signalé une augmentation choquante des cas de malnutrition aiguë chez les enfants, et indique que Gaza compte désormais le plus grand nombre d'enfants amputés par habitant au monde. Le Royaume-Uni continue d'exhorter Israël à faire beaucoup plus pour protéger les civils et les infrastructures civiles et à respecter ses obligations internationales. Il s'agit notamment de faciliter l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire et la prestation des services de base au peuple palestinien. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) joue un rôle déterminant dans la fourniture de cette aide vitale. Le 11 décembre, le Premier Ministre de mon pays s'est engagé à verser 16,5 millions de dollars supplémentaires à l'UNRWA pour appuyer les services vitaux offerts aux réfugiés palestiniens dans les territoires palestiniens occupés et dans l'ensemble de la région, ce qui porte l'appui du Royaume-Uni à l'UNRWA à 52 millions de dollars depuis le mois d'avril de cette année.

Deuxièmement, le nord de Gaza ne doit pas être coupé du sud. Le Royaume-Uni est clair : il ne doit pas y avoir de transfert forcé de Gazaouis en dehors ou à l'intérieur de la bande de Gaza. Il ne doit y avoir aucune réduction du territoire de la bande de Gaza. L'expansion par Israël des infrastructures militaires et la destruction de bâtiments civils et de terres agricoles dans toute la bande de Gaza sont inadmissibles.

Troisièmement, le Royaume-Uni appelle Israël à mettre fin à l'expansion des colonies de peuplement sur les terres palestiniennes, qui est illégale au regard du droit international, et à demander des comptes aux colons violents. La poursuite de l'instabilité et de la violence des colons en Cisjordanie ne doit pas être tolérée par Israël, et la culture de l'impunité doit cesser. Cela ne contribue en rien à l'instauration de la paix et de la sécurité pour les Palestiniens et les Israéliens. Nous prenons également acte de la décision du Gouvernement israélien d'autoriser pour 12 mois supplémentaires les opérations par correspondants bancaires, et continuons d'exhorter Israël à lever ses restrictions sur les recettes fiscales et douanières.

La chute d'Al-Assad et le cessez-le-feu au Liban offrent un moment d'espoir aux populations de la région. Nous devons maintenant tirer parti de cette dynamique pour instaurer le cessez-le-feu tant recherché, obtenir la libération immédiate de tous les otages et mettre fin à la crise humanitaire et aux souffrances à Gaza.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, de son exposé, et je réaffirme l'appui de mon pays à l'action menée par le système des Nations Unies et tous ses organismes. Je remercie également M^{me} Efron et M. Levy de leurs déclarations.

La première séance sur cette question à laquelle l'Équateur a participé en tant que membre élu du Conseil de sécurité a eu lieu le 5 janvier 2023 (voir S/PV.9236). Ce jour-là, mon pays a déclaré qu'il fallait se souvenir de l'histoire pour éviter de commettre à nouveau des actes qui, par le passé, ont causé la violence, la destruction et la mort en Israël et en Palestine. Depuis lors, l'Équateur a exhorté à maintes reprises les parties à s'abstenir de tout acte de provocation et d'incitation à la violence, à éviter les actes de violence et de terrorisme, à mettre fin à l'expansion des colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, à maîtriser la violence des colons, à respecter le statu quo des Lieux saints de Jérusalem et à se conformer aux résolutions du Conseil. Bien que ces appels n'aient pas été entendus, nous les réitérons aujourd'hui, car ils sont tout aussi valables que par le passé. En effet, si ces appels avaient été entendus, la situation serait différente aujourd'hui.

Le dimanche 8 octobre 2023, le Conseil a tenu des consultations d'urgence. À cette occasion, mon pays a exprimé sa condamnation la plus ferme et la plus catégorique des attaques terroristes perpétrées par le Hamas la veille et a exigé que les otages soient libérés

immédiatement et sans condition. Depuis, nous n'avons cessé de répéter que rien ne saurait justifier les attaques contre des civils innocents et que ces actes exécrables sont la cause immédiate de la guerre qui fait rage à Gaza à ce jour. À cette même occasion, l'Équateur a souligné que les attaques terroristes commises par le Hamas ne sont pas représentatives du peuple palestinien, ni de son droit inaliénable à l'autodétermination ou de ses aspirations légitimes à vivre dans la sécurité, la liberté, la justice et la dignité, avec des perspectives d'avenir.

Nous avons mis en garde contre le fait que cette escalade gravissime du conflit entraînerait la mort de civils innocents, y compris des femmes et des enfants ; que la violence entraînerait davantage de violence ; et que la situation humanitaire déjà précaire de la population civile serait exacerbée, ce qui a rendu les événements du 7 octobre 2023 encore plus incompréhensibles. Nous avons signalé que les principes du droit international humanitaire devaient être respectés en toute circonstance, qu'il fallait éviter de porter préjudice à la population civile, que le droit de légitime défense ne donnait pas carte blanche pour se venger et qu'il fallait briser le cercle vicieux qui a conduit à la situation actuelle. Le 8 octobre, ma délégation a déclaré que

« L'Équateur, en tant que membre du Conseil, appuiera toute mesure ou initiative qui encourage les parties à mettre fin à la violence et à reprendre ces négociations. »

Aujourd'hui, à l'occasion de la dernière séance prévue sur cette question avant la fin de notre mandat actuel, je peux affirmer que l'Équateur a respecté son engagement. Mon pays a influencé et voté pour toutes les initiatives qui ont cherché à atteindre ces objectifs, celles qui ont fait l'objet d'un veto de la part des uns ou des autres comme les quatre qui ont été adoptées et qui doivent être appliquées. Aujourd'hui, l'Équateur renouvelle son appel à la mise en œuvre immédiate des quatre résolutions adoptées, à savoir les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023), 2728 (2024) et 2735 (2024). Un cessez-le-feu immédiat, la libération immédiate de tous les otages, et l'entrée et la distribution d'une aide humanitaire suffisante et rapide à Gaza ne peuvent plus attendre.

Je l'ai déjà dit à maintes reprises et je le répète pour la dernière fois depuis ce siège : ce conflit ne sera pas réglé par la force. Les quelque huit décennies de tentatives infructueuses dans ce sens devraient suffire. La seule issue consiste à avancer vers une solution négociée, pacifique, définitive et juste pour les parties, fondée sur la coexistence de deux États, la Palestine et Israël, sur la

base des frontières de 1967 et des résolutions pertinentes. Cela nécessite une volonté politique, du courage et une vision à long terme de la part des décideurs. Mon pays espère que, dans un avenir relativement proche, grâce à la bonne foi, ces qualités prévaudront et que les deux peuples vivront enfin dans la paix, la dignité et la sécurité, chacun reconnaissant dans l'autre des êtres humains ayant des droits et des aspirations d'une valeur égale aux siens.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé, ainsi que M^{me} Efron et M. Levy de leurs observations.

Le Guyana note avec préoccupation qu'aucune mesure n'a été prise par Israël pour se conformer aux dispositions de la résolution 2334 (2016) depuis le dernier rapport du Secrétaire général sur sa mise en œuvre (S/2024/480). Ce non-respect prolongé est d'autant plus préoccupant que la Cour internationale de Justice a déterminé que les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est constituent une violation du droit international. La Cour a également déclaré qu'Israël avait l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle activité de peuplement et d'évacuer les colons des territoires occupés. Malgré ces dispositions juridiques claires, Israël continue de violer le droit international par ses politiques et ses pratiques liées aux activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé. Dans ce contexte, le rapport du Secrétaire général expose très clairement la violence et autres atteintes aux droits humains qui caractérisent les activités de peuplement menées par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Le Guyana renouvelle donc son appel à Israël pour qu'il respecte strictement l'obligation juridique qui lui incombe, en tant que Puissance occupante, de préserver les droits et les intérêts du peuple palestinien.

Le Guyana a pris note des effets des politiques et pratiques de colonisation d'Israël sur les Palestiniens de Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est. Nous notons, par exemple, le nombre croissant d'attaques mortelles et nous sommes alarmés que la plupart des Palestiniens aient été tués par les forces de sécurité israéliennes dans le cadre d'opérations israéliennes. Nous avons également pris note de la poursuite des déplacements de Palestiniens en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, attribués à des démolitions et autres activités illégales menées par les Israéliens. Il est injuste que les Palestiniens, même dans leurs activités quotidiennes, comme la cueillette des olives dans leurs oliveraies, soient contraints de vivre sous la menace constante de la violence, voire de la mort, de la part des forces de sécurité israéliennes et des colons israéliens. Le Guyana souligne l'obligation juridique et morale d'Israël de mettre fin à ces actes, que nous déplorons avec la plus grande énergie.

Le compte rendu du Secrétaire général sur la situation à Gaza continue de susciter la vive inquiétude du Guyana, comme du reste de la communauté internationale. Selon le Ministère de la santé de Gaza, le nombre de morts dépasse les 45 000. Ce chiffre est choquant dans n'importe quel contexte et devrait donner lieu à des mesures urgentes et fortes de la part du Conseil, si nous agissions uniquement sur la base de notre mandat au titre de la Charte des Nations Unies. Il est profondément regrettable que le Conseil n'ait pas été en mesure de parvenir à un consensus pour agir en faveur du peuple palestinien, alors que des centaines de milliers de civils innocents sont tués, mutilés, déplacés, rendus orphelins ou veufs et affamés, entre autres violations dont aucun rapport ne peut véritablement rendre compte, en raison de leur ampleur et de leur portée. Que faut-il faire pour mettre un terme à ces souffrances et à ces massacres de civils qui semblent sans fin ? La réponse est claire : il faut faire preuve d'une volonté politique forte se traduisant par des actions visant à mettre fin à l'impunité avec laquelle les droits du peuple palestinien sont violés depuis des décennies.

Il est urgent d'établir un horizon politique qui nous permette de dépasser le statu quo. Nous disposons déjà des cadres pertinents créés par les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. La communauté internationale doit œuvrer sans relâche pour desserrer l'étau qui étouffe l'autodétermination palestinienne, une situation qui perdure depuis la naissance de l'ONU. Cela continue de se manifester par des cycles de violences infligées au peuple palestinien en toute impunité et par le refus opposé aux demandes de l'État de Palestine d'être admis à l'ONU en tant que Membre à part entière, d'être reconnu et de tracer sa propre voie politique, entre autres. Tous ces éléments compromettent la solution des deux États. Nous ne pouvons pas permettre que cela continue. Le Conseil et l'ensemble des États Membres doivent continuer de tout mettre en œuvre pour concrétiser la solution des deux États.

Je terminerai en soulignant quatre points.

Premièrement, nous devons obtenir un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent à Gaza. Les médias ont diffusé des informations concernant un possible accord entre Israël et le Hamas, et nous exhortons les parties à donner la priorité à la vie des civils et à cesser les hostilités. Nous réitérons également notre appel à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

Deuxièmement, Israël ne peut pas continuer de fermer les yeux sur ses obligations internationales concernant le peuple palestinien. Les activités de peuplement

illégales doivent cesser et Israël doit rapatrier tous les colons des territoires palestiniens occupés. En outre, les États Membres doivent respecter leur obligation de faire la distinction, dans leurs échanges, entre l'État d'Israël proprement dit et les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé.

Troisièmement, le Conseil doit s'unir et s'acquitter du mandat que lui confère la Charte. Nous devons parvenir à un consensus pour mettre fin à l'impunité avec laquelle Israël continue de violer toutes les résolutions des organes de l'ONU sur la question de Palestine.

Enfin, nous devons apporter la paix au peuple palestinien. Cela implique de soutenir la mise en place d'une gouvernance solide par les Palestiniens pour les Palestiniens, tout en prenant des mesures décisives pour mettre fin à l'occupation israélienne. La paix doit également reposer sur le règlement de toutes les questions relatives au statut final, y compris la question des réfugiés. Sur ce dernier point, le Guyana réaffirme son plein appui au mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, notant qu'à moins que les réfugiés ne soient en mesure d'exercer leur droit au retour, ni Israël ni aucune autre partie ne peut mettre fin unilatéralement à ce mandat.

Le Guyana s'engage à rester fortement mobilisé sur la question de Palestine en vue de contribuer à une solution juste et durable pour la paix en Palestine, en Israël et au Moyen-Orient.

M. Dharmadhikari (France) : Je voudrais tout d'abord remercier le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari pour sa présentation, ainsi que M^{me} Efron et M. Levy pour leurs témoignages.

Il importe que le Conseil de sécurité reste actif face à l'accélération de la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, afin que soient mises en œuvre ses propres résolutions à ce sujet, y compris la résolution 2334 (2016). La position de la France est connue et constante : la colonisation est contraire au droit international et nous la condamnons. La Cour internationale de Justice a indiqué dans son avis consultatif du 19 juillet 2024 (voir A/78/968) qu'Israël avait l'obligation de mettre fin à sa présence dans les territoires palestiniens occupés dans les plus brefs délais. La France ne reconnaîtra jamais l'annexion illégale de territoires, ni la légalisation de colonies sauvages. Elle met en œuvre la politique de différenciation, prévue par la résolution 2334 (2016) du Conseil, qui vise à matérialiser la distinction juridique entre le territoire d'Israël internationalement reconnu et les territoires occupés.

La politique de colonisation est un obstacle majeur à une paix juste et durable fondée sur la solution des deux États. Elle constitue également un facteur de tensions et de violences sur le terrain. À cet égard, la politique de terreur conduite par certains colons israéliens contre la population palestinienne dans les territoires occupés doit cesser. En tant que Puissance occupante, Israël a la responsabilité de prendre sans délai les mesures nécessaires pour protéger les civils palestiniens. À Jérusalem-Est, le statu quo historique sur les Lieux saints doit être préservé. Dans la bande de Gaza, il faut que la guerre cesse. Il faut que les souffrances des civils cessent. La France demande un cessez-le-feu immédiat et permanent.

Notre position est également sans ambiguïté sur un autre sujet important : tous les otages doivent être libérés sans délai et sans condition. La France soutient les efforts de l'Égypte, des États-Unis et du Qatar pour y parvenir. Elle condamne une fois de plus les attaques terroristes barbares perpétrées par le Hamas et d'autres groupes terroristes le 7 octobre 2023. Le Conseil doit être en mesure de le faire sans ambiguïté. La situation humanitaire à Gaza est catastrophique. Il est impératif de garantir un accès humanitaire complet et sans entrave à la bande de Gaza et dans la bande de Gaza. Les populations doivent être secourues. Lors de la conférence humanitaire qui s'est tenue au Caire le 2 décembre dernier, le Ministre de l'Europe et des affaires étrangères a annoncé une nouvelle aide humanitaire de 50 millions d'euros, dont 20 millions d'euros pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Le Conseil a la responsabilité de poser les bases d'un règlement politique. Nous le savons, il passe par la mise en œuvre de la solution des deux États. La France réaffirme son attachement indéfectible à la sécurité d'Israël et à l'édification d'un État viable, souverain et contigu pour les Palestiniens. Elle appelle de ses vœux la mise en place d'une Autorité palestinienne réformée, capable d'exercer ses responsabilités sur l'ensemble des territoires palestiniens, y compris dans la bande de Gaza. Seule la solution à deux États permettra de répondre aux aspirations légitimes des Israéliens et des Palestiniens à la paix et à la sécurité. C'est dans cet esprit que la France coprésidera en juin prochain, aux côtés de l'Arabie saoudite, une conférence internationale sur la mise en œuvre de la solution des deux États. Le Conseil doit agir, pour répondre à l'urgence de la situation et pour construire enfin cette solution politique. L'ONU devra jouer un rôle central dans cette perspective.

M^{me} Blokar Drobič (Slovénie) (parle en anglais) : Je voudrais en premier lieu remercier le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé, ainsi que M^{me} Efron et M. Levy de leurs témoignages.

Comme toujours, la séance d'aujourd'hui nous rappelle avec force que la paix au Moyen-Orient restera inaccessible tant que l'on n'y consacrera pas des efforts considérables. La région tremble, et les secousses ébranlent quotidiennement la vie de ses habitants, sans qu'une fin soit en vue. À Gaza, les frappes se poursuivent, y compris sur des zones densément peuplées, et ont entraîné des déplacements et des destructions massives, en violation flagrante du droit international humanitaire. Elles s'accompagnent d'une faim extrême, de maladies, de strictes restrictions imposées à l'aide humanitaire et d'attaques et de pillages contre les convois et les acteurs humanitaires. Le droit international humanitaire est clair en ce qui concerne l'acheminement rapide et sans entrave de l'aide. Les souffrances des civils s'intensifient, y compris celles des otages toujours détenus à Gaza. Ces problèmes sont encore aggravés par l'absence totale d'ordre public. Nous répétons que seul un cessez-le-feu peut ouvrir la voie à la paix.

En Cisjordanie occupée, la construction de nouvelles unités de logement est consternante, et nous soulignons notre position de longue date sur l'illégalité des colonies, qui constituent une violation du droit international. Nous soulignons une fois de plus, conformément à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (voir A/78/968), que l'occupation doit cesser. La spirale infernale en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, doit cesser. Cela comprend les démolitions et les saisies de biens. Nous déplorons l'intensification de la violence liée aux colons, ainsi que les morts et les blessés, notamment lors d'opérations, de manifestations, d'affrontements, de frappes aériennes et d'autres incidents.

Nous partageons la préoccupation concernant le grand nombre de Palestiniens, y compris des enfants, détenus par les forces israéliennes et en détention administrative. Les nombreuses informations faisant état de tortures et d'autres formes de mauvais traitements, y compris de violences sexuelles, sont affligeantes. L'accès des organes de contrôle indépendants aux lieux de détention doit être garanti. Nous sommes également très préoccupés par la crise profonde qui touche l'économie palestinienne, prolongeant et aggravant les besoins humanitaires du peuple palestinien. Nous soutenons les efforts visant à remédier aux problèmes budgétaires du Gouvernement palestinien, à renforcer sa capacité de gouvernance et à le préparer à reprendre ses responsabilités à Gaza.

La Slovaquie continuera d'appuyer les efforts et le rôle de l'ONU. Nous saluons le travail qu'accomplit le personnel des Nations Unies sur le terrain, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour

les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), pour répondre aux souffrances des civils. Nous appelons de nouveau le Gouvernement israélien à ne pas appliquer les lois concernant l'UNRWA. L'Office contribue aux efforts plus larges visant à parvenir à une solution à deux États, qui est la seule voie juste et durable vers la paix et la sécurité, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. Nous admirons le dévouement des représentants de l'ONU et, à cet égard, je saisis cette occasion pour remercier le Coordonnateur spécial Wennesland de son travail.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : Je remercie moi aussi le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de sa présentation. Nous avons écouté attentivement la présentation de M^{me} Efron et le récit poignant de Mr. Levy. La Suisse a fermement condamné, dès les 7 octobre 2023, les actes de terreur et la prise d'otages par le Hamas et d'autres groupes affiliés en Israël.

Qu'il me soit permis de soulever un des thèmes qui aura le plus profondément préoccupé la Suisse tout au long de son mandat au Conseil de sécurité : la protection des civils, et notamment du personnel humanitaire. La Suisse est consternée par les faits rapportés à ce propos, parmi d'autres, dans le dernier rapport du Secrétaire général portant sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016). Selon le rapport, les frappes aériennes israéliennes auraient tué plusieurs acteurs et actrices humanitaires le 30 novembre dernier, dont un employé de Save the Children et trois employés de la World Central Kitchen. Ces victimes se sont ainsi ajoutées à la liste des plus de 330 travailleurs humanitaires tués, dont une grande majorité d'employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Depuis le 7 octobre 2023, des dizaines de milliers de civils ont ainsi été tués, y compris encore ces dernières semaines. La Suisse condamne toute attaque contre les civils avec la plus grande fermeté. Le respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités est une obligation en vertu du droit international humanitaire. Par la résolution 2730 (2024), que la Suisse a rédigée et dont 115 États Membres ont récemment soutenu les propositions de mise en œuvre avancées par le Secrétaire général, le Conseil de sécurité a réaffirmé l'obligation de protéger le personnel et les biens employés dans les opérations humanitaires. Cette protection est d'autant plus cruciale à la lumière de la situation humanitaire catastrophique à Gaza. La population civile est notamment exposée au risque de famine, dont l'utilisation comme méthode de guerre constitue un crime de guerre en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

La Suisse continuera de s'engager pour un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent, ainsi que la libération immédiate et inconditionnelle des otages. Nous saluons à ce propos les efforts de médiation qui sont en cours. Nous rappelons l'obligation de respecter strictement le droit international humanitaire, y compris l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les personnes dans le besoin à Gaza.

Ces mêmes demandes ont rallié une majorité écrasante d'États Membres à l'Assemblée générale lors de la dernière séance de la session extraordinaire d'urgence le 11 décembre (voir A/ES-10/PV.59). Cela témoigne d'une volonté commune de mettre fin à cette guerre et à son bilan humain effroyable. Cela rappelle aussi le rôle central que joue actuellement l'UNRWA, dont le mandat est conféré par l'Assemblée générale depuis 1949, en tant que principal acteur humanitaire dans la bande de Gaza, pourvoyeur de services de base quasi étatiques dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, et comme rempart important contre une déstabilisation encore plus grande de la région.

La Suisse soutient l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet dernier (voir A/78/968), auquel elle a contribué. L'illégalité de l'occupation israélienne du territoire palestinien, en cours depuis 1967, ne fait aucun doute. Cette occupation doit cesser dans les plus brefs délais.

Nous regrettons profondément l'absence de mise en œuvre de la résolution 2334 (2016), comme des quatre résolutions adoptées par le Conseil depuis les actes de terreur du 7 octobre 2023. Partout dans le monde, le non-respect des décisions du Conseil est synonyme d'obstacle à la paix, de souffrances pour les populations et de processus de paix en faillite. J'en veux pour preuve la situation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, où la violence n'a jamais été aussi élevée en raison des attaques de colons et des opérations menées par les forces de sécurité israéliennes.

La Suisse est aussi préoccupée par les violences liées à la présence de groupuscules armés, notamment à Jénine. Elle réitère son appel à toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international. Les opérations menées en Cisjordanie doivent répondre aux critères de nécessité et de proportionnalité, et respecter le droit de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne. Tous les auteurs de violences envers les civils et de destructions délibérées de biens et d'infrastructures civiles doivent être traduits en justice.

La Suisse condamne les annonces de dirigeants israéliens, comme relatées dans le rapport du Secrétaire général, visant à l'expansion des colonies, illégales en vertu du droit international, dans le Territoire palestinien

occupé. Ces annonces sont de nature à alimenter davantage la spirale de violence et sont de clairs obstacles à la paix.

Qu'il me soit permis de conclure en affirmant une nouvelle fois le soutien plein et entier de la Suisse à la solution à deux États, qui est la seule option possible pour qu'Israéliens et Palestiniens vivent côte à côte en paix, en sécurité et dans la dignité, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément au droit international et aux paramètres convenus au niveau international.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé détaillé sur la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris la bande de Gaza et la Cisjordanie. Nous avons écouté attentivement M^{me} Shira Efron et M. Michael Levy.

Nous disons toute notre sympathie à M. Levy et à sa famille, ainsi qu'aux familles de toutes les personnes retenues en otage par le Hamas et d'autres groupes palestiniens. Nous espérons qu'elles seront libérées rapidement. À notre grand regret, tous les efforts déployés par le Conseil de sécurité pour instaurer un cessez-le-feu et obtenir la libération des otages ont jusqu'à présent été entravés par les États-Unis, qui ont exercé leur droit de veto à six reprises depuis le 7 octobre de l'année dernière, afin que l'opération militaire israélienne à Gaza puisse se poursuivre. En conséquence, la vie des otages continue d'être mise en péril. De ce que nous comprenons, seul un tiers des Israéliennes et Israéliens capturés à l'origine figurent aujourd'hui sur les listes discutées par les négociateurs. Nous souhaitons que M. Levy puisse un jour retrouver son frère. Quant au silence du Conseil et à sa prétendue réticence à condamner l'action du Hamas, le Conseil de sécurité était prêt à le faire dès le 18 octobre 2023, mais nos collègues américains ont opposé leur veto au projet de résolution correspondant (voir S/PV.9442), ce qu'ils n'aiment pas qu'on leur rappelle.

Comme il ressort clairement de la déclaration de M. Khiari, la résolution 2334 (2016) n'est pas mise en œuvre. Les Israéliens continuent de faire avancer leurs projets de construction de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Sous le prétexte fallacieux de l'absence de permis de construire, les habitations palestiniennes font l'objet de démolitions systématiques. C'est le comble du cynisme : les Palestiniens qui n'ont pas les moyens de payer des frais élevés aux Israéliens sont contraints de démolir leurs habitations de leurs propres mains. Cela ressemble à un pied de nez à la dignité humaine.

La poursuite de la construction et de l'expansion illégales des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, compromet la recherche

d'une solution négociée à l'une des questions relatives au statut final, à savoir celle du territoire et des frontières. Elle s'effectue en violation de décisions bien connues du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, notamment la résolution ES-10/24, adoptée en septembre par la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, à l'appui du deuxième avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* (voir A/78/968).

Dans ce contexte, les déclarations des responsables israéliens sur la modification par la force de la composition démographique de Gaza afin de « recoloniser » l'enclave sont particulièrement préoccupantes. Nous sommes profondément indignés par l'adoption, par la Knesset, de la loi sur la déportation des familles de terroristes, qui donne au Ministère israélien des affaires étrangères le droit d'envoyer à Gaza les Palestiniens qui n'ont pas informé les forces de sécurité israéliennes des projets criminels de leurs proches. Ainsi, tout Palestinien considéré comme suspect par les Israéliens est susceptible de se retrouver dans l'enclave, où il sera condamné à mourir soit de faim, soit sous les bombardements. Et ces lois sont adoptées dans un pays qui prétend être la seule démocratie du Moyen-Orient.

Nous jugeons de telles mesures inacceptables, tout comme les appels publics lancés par certains membres du Gouvernement Nétanyahou en faveur de l'annexion de la Cisjordanie. Nous rejetons catégoriquement la politique consistant à créer une situation irréversible sur le terrain. L'occupation israélienne du territoire palestinien est en tout état de cause illégale au regard du droit international et ne saurait être justifiée. Nous appelons Jérusalem-Ouest à commencer immédiatement à mettre en œuvre la résolution 2334 (2016) et à cesser toute activité de colonisation.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ont parlé de la violence persistante dans les territoires palestiniens occupés et cité des chiffres effroyables. Depuis le début de l'escalade du conflit à Gaza, 45 000 Palestiniens ont déjà été tués, et il ne s'agit que des victimes connues avec certitude, pour la plupart des femmes et des enfants. Face à ces chiffres terrifiants, ceux relatifs à la Cisjordanie sont quelque peu relégués au second plan. Pourtant, 736 Palestiniens y ont été tués entre octobre 2023 et le 31 octobre 2024, sans qu'une opération militaire ne soit officiellement menée. La vie des citoyens palestiniens en Cisjordanie est déjà pratiquement insoutenable.

Le rapport du Secrétaire général illustre de manière frappante le caractère insensé et impitoyable de la violence

des colons israéliens. Le 5 octobre, un groupe de 40 Israéliens, armés de fusils, de gourdins, de pieds-de-biche et de sprays au poivre, est parti à la chasse aux cueilleurs d'olives. Les assaillants ont passé à tabac 25 Palestiniens, leur ont brisé des membres et fracassé le crâne. Parmi les victimes figuraient un enfant, une personne handicapée, une femme et une personne âgée. Les colons ont ensuite jeté toute la récolte et volé le matériel. Qu'a fait la police israélienne, censée maintenir l'ordre dans ce que les autorités israéliennes affirment être un État de droit, lorsqu'elle est arrivée sur les lieux ? Elle a dispersé les Palestiniens à l'aide de grenades incapacitantes. Cette façon de traiter les Palestiniens comme des citoyens de seconde zone est absolument inacceptable, et la communauté internationale a l'obligation d'œuvrer pour mettre fin à cette politique odieuse de Jérusalem-Ouest.

La situation en Cisjordanie ne peut être considérée indépendamment du contexte plus large de l'escalade à Gaza. Cela fait plus d'un an qu'elle se poursuit. Les membres du Conseil de sécurité ont présenté à plusieurs reprises des projets de résolution exigeant un cessez-le-feu inconditionnel à Gaza comme première étape vers la stabilisation de la situation dans les territoires palestiniens occupés. Malheureusement, les États-Unis, comme nous l'avons déjà dit, ont systématiquement opposé leur veto à ces documents, en affirmant que personne ne devrait imposer une solution pacifique à Israël.

Nous ne contestons pas le fait qu'Israël est un État souverain et ne remettons pas en question son droit à assurer sa propre sécurité. Cependant, nous sommes préoccupés par le fait qu'Israël invoque ce droit non seulement pour justifier des actions antiterroristes sur son territoire, mais aussi pour infliger un châtiment collectif au peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie, pour bombarder le Liban et la Syrie et pour occuper le territoire syrien. Il semble que les autorités israéliennes estiment que pour assurer pleinement leur défense, elles doivent créer un désert stérile autour d'Israël, et que ce désert doit être la cible des chars, des drones et des avions de combat israéliens. Et engager des négociations avec les Palestiniens, les Libanais et les Syriens est une chose que Jérusalem-Ouest n'envisage de faire qu'en étant dans une position de force et d'intimidation, en tablant sur le fait que Washington le couvrira toujours et lui fournira l'appui diplomatique et militaire nécessaire. Mais ce n'est pas ainsi qu'on règle les conflits, c'est ainsi qu'on les aggrave. Lorsque les gens sont poussés dans une situation où ils n'ont rien à perdre, il ne faut pas s'étonner que les idées radicales deviennent si populaires. Il ne faut pas non plus s'étonner du gel actuel du processus de normalisation des relations entre les acteurs de la région et Israël dans le contexte de l'effusion de sang à Gaza.

Au lieu de chercher des solutions aux problèmes actuels, Jérusalem-Ouest en crée de nouveaux. L'entrée en vigueur, au début de l'année prochaine, des projets de loi de la Knesset interdisant à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) d'exercer ses activités en Israël signifiera la fin des fonctions et le démantèlement d'un organisme indispensable pour fournir une assistance aux Palestiniens, que rien ne peut remplacer. Non seulement une telle mesure constitue une violation directe de la Charte des Nations Unies, des résolutions de l'Assemblée générale sur le mandat de l'UNRWA et du droit international, mais elle ouvre également la voie au retrait de la question des réfugiés de l'ensemble des questions relatives au statut final, au même titre que les frontières, les ressources en eau et Jérusalem. Vu les agissements d'Israël à Gaza au cours des derniers mois, il n'est guère permis d'espérer qu'Israël, en tant que Puissance occupante, reprendra toutes les fonctions de l'UNRWA.

Nous pensons qu'il existe une autre voie que la voie actuelle dans les territoires palestiniens occupés. Cette autre voie réside dans la volonté de la communauté internationale, qui s'est manifestée à la dernière séance en date de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, lorsque l'écrasante majorité des États Membres ont adopté les résolutions ES-10/25, en appui au mandat de l'UNRWA, et ES-10/26, demandant impérativement un cessez-le-feu à Gaza.

La position, fondée sur des principes, de la Russie concernant le règlement de la question du Moyen-Orient coïncide avec la volonté de la communauté internationale. Nous demandons un cessez-le-feu inconditionnel, un accès humanitaire sans entrave, la libération de tous les otages et des personnes détenues de force, ainsi que la relance du processus de paix sur une base juridique internationalement convenue. Ce n'est qu'en prenant ces mesures qu'il sera possible de parvenir à une paix durable entre les Palestiniens et les Israéliens et de tarir la source actuelle de déstabilisation de toute la région.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, et M^{me} Efron de leurs exposés riches d'informations. Je suis également profondément reconnaissant à M. Levy pour son courageux témoignage. J'exprime notre profond chagrin face aux expériences éprouvantes que lui et sa famille endurent. Je tiens à réaffirmer que le Japon condamne fermement les actes de terreur barbares perpétrés par le Hamas et d'autres groupes, et qu'il exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

Le Moyen-Orient se trouve à un tournant décisif. Si la situation dans la région reste fragile, les événements récents ont apporté une lueur d'espoir en faveur de la paix. Au Liban, Israël et le Liban ont accepté un cessez-le-feu. Le Japon se félicite de cette réalisation et salue les efforts de médiation des États-Unis et de la France. Toutes les parties doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent pour appliquer pleinement cet accord de cessez-le-feu et instaurer la stabilité. En Syrie, le régime d'Al-Assad est tombé. Nous devons suivre cette situation avec prudence, car elle pourrait être le point de départ d'une spirale de troubles sociaux. Quoi qu'il en soit, le Japon espère vivement que cet événement historique conduira à une évolution fondamentale et positive à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'avenir de la Syrie, un avenir qui a des ramifications importantes pour toute la région, doit être déterminé par le peuple syrien lui-même. Le Japon est déterminé à appuyer pleinement un processus de transition politique inclusif et pacifique, dirigé et contrôlé par les Syriens, conduisant à une paix et une stabilité durables.

Nous espérons que l'évolution de la situation permettra de réaliser des progrès décisifs dans le conflit dévastateur à Gaza, où de nombreux otages sont toujours détenus et où les opérations militaires des Forces de défense israéliennes se poursuivent. Le nombre considérable de victimes palestiniennes innocentes et les graves dommages causés aux infrastructures civiles à Gaza sont totalement inadmissibles. La catastrophe humanitaire qui persiste est également intolérable. La réponse d'Israël à cette situation semble incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire. Un cessez-le-feu à Gaza et la libération des otages se font attendre depuis longtemps. Il est urgent d'étendre considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire. Et pour ce faire, nous avons besoin de la présence continue de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Dans le même temps, l'UNRWA doit prendre des mesures pour garantir sa neutralité. C'est pourquoi, la semaine dernière, le Japon a voté pour les résolutions ES-10/25 et ES-10/26 de l'Assemblée générale, qui ont reçu l'appui de plus de 150 pays. Nous exhortons toutes les parties, y compris Israël, à écouter les voix de la communauté internationale.

Un règlement négocié entre les parties est également essentiel pour changer réellement la donne sur le terrain. À cet égard, le Japon juge encourageantes les informations faisant état d'une reprise des pourparlers sur le cessez-le-feu, ainsi que les progrès apparents. Nous appuyons les efforts inlassables des médiateurs. Les deux

parties doivent saisir cette occasion de conclure enfin un accord. Mais un cessez-le-feu, même s'il se concrétise, ne marquera pas la fin de la tragédie. D'énormes défis restent à relever pour reconstruire Gaza et assurer le bien-être de la population qui y vit. Pays ayant connu la destruction et la restauration après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que d'énormes et nombreuses catastrophes naturelles, le Japon se tient prêt à contribuer concrètement au relèvement rapide et à la reconstruction de Gaza.

En définitive, la seule issue viable à ce conflit, c'est la coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine. Le Japon reste fermement attaché à cette vision. Nous nous opposons aux activités illégales de peuplement d'Israël et à toute tentative d'annexion de la Cisjordanie. Ces mesures compromettraient la viabilité de la solution des deux États et doivent cesser immédiatement. Par ailleurs, nous n'épargnerons aucun effort pour revitaliser l'Autorité palestinienne sur les plans financier et politique, tant ici, à l'ONU, que dans le cadre de nos initiatives, même après la fin de notre mandat actuel au Conseil de sécurité.

M. Bendjama (Algérie) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Khiari de son exposé détaillé, et nous prenons note des déclarations des représentants de la société civile.

Nous remercions le Secrétaire général de son rapport sur l'application de la résolution 2334 (2016), qui donne à réfléchir. Il s'agit d'un rapport empreint d'angoisse et de désespoir pour le peuple palestinien, qui témoigne de façon sinistre de l'impunité avec laquelle la Puissance occupante israélienne méprise le droit international. Il montre également la paralysie de la communauté internationale face à des violations aussi flagrantes et systématiques. Ce rapport est un nouveau rappel douloureux de notre incapacité collective à défendre les droits et la dignité du peuple palestinien.

À Gaza, les gens ne vivent pas ; ils attendent simplement de mourir. Comme l'a rappelé le Secrétaire général lui-même, « la catastrophe à Gaza n'est rien de moins qu'un effondrement complet de notre humanité commune ». Le nombre de morts dépasse désormais les 45 000. Parmi eux, 70 % sont des femmes et des enfants, et plus de 107 000 personnes sont blessées. Des quartiers entiers ont été rasés à Gaza. La violence, la maladie et la famine sont des menaces omniprésentes aujourd'hui. L'aide humanitaire demeure très insuffisante pour répondre aux besoins immenses de la population. Gaza est tout simplement devenue un cimetière pour les vivants. Comme si ces conditions misérables ne suffisaient pas, l'armée d'occupation israélienne chasse

systématiquement les civils palestiniens d'un abri à l'autre. Le 15 décembre, il y a à peine trois jours, quatre écoles abritant des familles déplacées ont été bombardées, tuant au moins 50 personnes. Pour celles et ceux qui doutaient de la gravité des violations du droit international humanitaire commises sous l'occupation israélienne, les faits présentés dans le rapport du Secrétaire général ne laissent aucune place à l'ambiguïté ou à l'incertitude. Les observateurs objectifs parviendront à la conclusion qu'Israël se livre à un génocide à Gaza. Amnesty International a rassemblé avec minutie des éléments de preuve à ce sujet dans un rapport récent, intitulé à juste titre « *On a l'impression d'être des sous-humains* ». *Le génocide des Palestiniens et Palestiniennes commis par Israël à Gaza*.

Que va donc faire la communauté internationale face à ce génocide ? Va-t-elle continuer de perpétuer l'impunité et l'immunité ? Va-t-elle continuer de faire obstruction à la justice internationale ? Va-t-elle continuer de priver les Palestiniens de leurs droits fondamentaux ? Le moment n'est-il pas venu de rendre justice et d'appliquer le principe de responsabilité ? Nous estimons que mettre fin à ce nettoyage ethnique est un devoir moral et juridique. Cela fait longtemps qu'un cessez-le-feu aurait dû être instauré à Gaza. Nous regrettons vivement l'incapacité du Conseil d'exiger un cessez-le-feu immédiat, permanent et sans condition. Le Conseil de sécurité aurait pu agir de manière décisive pour s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous ne pouvons pas continuer de détourner le regard.

La situation en Cisjordanie, notamment à Al-Qods al-Charif, est tout aussi alarmante. Le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice ont réaffirmé que les colonies israéliennes de peuplement et les pratiques associées constituaient des violations flagrantes du droit international. Pourtant, les activités de peuplement se poursuivent sans relâche. Rien que cette année, des plans pour la construction de plus de 13 000 unités de logement ont été proposés. Pendant ce temps, les maisons des Palestiniens sont détruites. Les Palestiniens vivent dans la peur de subir la violence des colons, lesquels sont enhardis par la protection des autorités d'occupation. Certes, nous prenons note des sanctions très légères imposées par certains pays à quelques colons, mais le Conseil ne peut rester silencieux.

En outre, les meurtres quotidiens de Palestiniens, y compris de femmes et d'enfants, mettent en évidence la violence incessante qu'ils subissent. En moyenne, un enfant palestinien est tué tous les deux jours en Cisjordanie, ce qui rappelle avec effroi le bilan humain de l'occupation israélienne. De plus, le projet national palestinien

se heurte aujourd'hui à une nouvelle menace : celle de l'annexion. Nous condamnons fermement les déclarations de plusieurs responsables israéliens appelant à l'annexion de la Cisjordanie, qui constituerait une violation flagrante du droit international et mettrait en péril toute perspective de paix. Ces propos compromettent les efforts déployés en vue de l'établissement d'un État de Palestine. Le Conseil doit s'opposer résolument à ces projets.

Nous renouvelons notre ferme condamnation des décisions prises par les autorités israéliennes en vue de mettre un terme aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans le Territoire palestinien occupé. Si elles venaient à être mises en œuvre, ces mesures priveraient les Palestiniens de tout accès aux services vitaux fournis par l'UNRWA. Je tiens à préciser que l'UNRWA est irremplaçable. Il opère dans le cadre d'un mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale et traduit la volonté collective de la communauté internationale. Toute tentative visant à l'affaiblir est un affront à la communauté internationale tout entière. Nous devons tous œuvrer de concert pour préserver l'UNRWA et faire en sorte qu'il puisse poursuivre ses activités essentielles.

Pour terminer, l'évolution de la situation à Gaza, en Cisjordanie et dans l'ensemble de la région témoigne avec force des véritables intentions de la Puissance occupante israélienne. Néanmoins, si la situation est terrible, elle n'est pas irréversible. Le Conseil doit se montrer à la hauteur de la situation, faire respecter le droit international et veiller à ce que les auteurs de violations du droit international humanitaire répondent de leurs actes. Nous devons au peuple palestinien de traduire nos paroles en actes concrets et décisifs, afin d'apporter l'espoir là où règne le désespoir.

Comme l'a dit le Président algérien Abdelmadjid Tebboune, la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient sont étroitement liées au règlement de la question palestinienne, qui exige la fin de l'occupation et le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien. La création d'un État palestinien souverain, avec Al-Qods al-Charif comme capitale, n'est pas seulement une aspiration légitime du peuple palestinien, mais la pierre angulaire de l'instauration d'une paix durable dans l'ensemble du Moyen-Orient.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari et les intervenants de la société civile de leurs exposés.

Mercredi dernier, à sa dixième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a adopté à une majorité écrasante les résolutions ES-10/25 et ES-10/26,

exigeant un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent à Gaza, la levée des obstacles à l'accès humanitaire et la garantie que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) soit en mesure de s'acquitter de ses tâches. Malheureusement, au cours de la semaine qui s'est écoulée depuis, des centaines d'autres Palestiniens innocents ont perdu la vie à cause des bombardements israéliens à Gaza. Actuellement, plus de 2 millions de personnes crouissent toujours dans un environnement marqué par la guerre, la faim, la maladie et le froid, et comptent sur la communauté internationale pour que la paix advienne dans la bande de Gaza.

Le Conseil de sécurité a déployé de grands efforts pour mettre fin aux hostilités et améliorer la situation désastreuse. Toutefois, en raison des obstructions répétées d'un membre permanent, les réactions du Conseil sur la question palestino-israélienne ont profondément déçu la communauté internationale. Nous avons pris note du fait que le pays concerné affirme qu'un accord de cessez-le-feu est sur le point d'être conclu, mais Gaza continue d'être attaquée et bombardée, et des vies innocentes continuent d'être perdues. La Chine est favorable à ce que le Conseil utilise toutes les options à sa disposition et prenne toutes les mesures nécessaires pour mettre fin au conflit à Gaza. Nous exhortons le pays concerné à s'abstenir de bloquer les actions du Conseil. En outre, la Chine exhorte Israël à se plier aux appels pressants de la communauté internationale, à cesser immédiatement les opérations militaires à Gaza, à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire, à lever le blocus de Gaza et les restrictions à l'accès humanitaire, à mettre fin aux actions qui entravent l'UNRWA et les autres institutions humanitaires et à fournir des garanties de sécurité pour les opérations humanitaires dans l'ensemble de la bande de Gaza.

Comme l'ont fait remarquer de nombreux représentants nationaux dans leurs déclarations à la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale sur la question palestinienne, ce n'est pas en gérant la crise au coup par coup que l'on parviendra à éviter de retomber dans le cercle vicieux du conflit et de la tourmente. Seule une solution globale, juste et durable à la question de Palestine peut ouvrir la voie à une paix véritable et durable entre la Palestine et Israël et marquer le début d'un nouveau chapitre de paix et de stabilité au Moyen-Orient. La Chine estime que nous devons rester attachés à la solution des deux États, qui est le seul moyen viable de régler la question palestinienne. La communauté internationale doit mettre un terme à l'expansion barbare des colonies illégales d'Israël en Cisjordanie et rejeter toute tentative dangereuse

d'annexion de la Cisjordanie. Gaza est une partie inaliénable et importante de la Palestine. Les dispositions futures en ce qui concerne Gaza doivent être fondées sur un retrait israélien et être décidées par le peuple palestinien, dans le cadre de ses propres consultations.

L'occupation illégale doit cesser. L'histoire démontre clairement qu'une occupation prolongée ne fera qu'entraver l'autodétermination nationale du peuple palestinien et donnera à Israël le pouvoir de le priver, à lui seul, du statut d'État. Elle ne fera qu'attiser la haine et l'antagonisme, semant les graines de l'instabilité au Moyen-Orient. L'occupation israélienne est une violation des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ainsi que du droit international. Israël doit respecter ses obligations internationales et mettre fin immédiatement à l'occupation illégale. Un État palestinien indépendant doit être créé. Alors que la nation juive dispose depuis longtemps d'un État indépendant, le droit du peuple palestinien à un État, à la survie et au retour a longtemps été bafoué. Une paix durable ne pourra véritablement advenir que lorsque les deux États de Palestine et d'Israël vivront en paix en tant que voisins.

La Chine soutient la création d'un État palestinien indépendant et pleinement souverain, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Nous sommes favorables à l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part entière. Avec la communauté internationale, la Chine est prête à poursuivre ses efforts pour aider à mettre rapidement fin au conflit, à restaurer la paix dans la région et à parvenir à une solution globale, juste et durable à la question palestinienne.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé. Je tiens également à remercier M^{me} Efron de son exposé et de ses recommandations. Je tiens tout particulièrement à remercier Michael Levy d'avoir fait part de son angoisse et de sa frustration au Conseil de sécurité. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener son frère Or à la maison, auprès de sa famille aimante.

Les États-Unis sont déterminés à mettre la dernière main à un cessez-le-feu à Gaza, assorti de la libération des otages, ce qui permettra d'accroître l'aide humanitaire aux civils palestiniens ; telle est notre boussole. Bien que les progrès soient sporadiques et d'une lenteur parfois frustrante, il y a encore des raisons d'espérer. Grâce au cessez-le-feu entre Israël et le Liban, le Hamas est isolé. En ce moment même, des négociateurs sont présents

dans la région et travaillent d'arrache-pied pour combler les derniers écarts entre les parties. Soyons clairs. Je ne me fais pas d'illusions ; il reste des questions difficiles à régler, mais nous ne pouvons pas renoncer à la diplomatie. Nous ne pouvons pas abandonner les 2 millions de Palestiniens de Gaza qui, depuis plus d'un an, vivent un véritable enfer. C'est le Hamas qui a déchaîné cet enfer en attaquant Israël le 7 octobre 2023. Il ne s'agissait pas d'un effort de paix, mais d'une déclaration de guerre. Et comme nous l'a dit Michael Levy, nous ne pouvons pas abandonner la centaine d'otages restants, parmi lesquels sept Américains, ni leurs familles, qui subissent également l'inimaginable depuis 14 mois.

Accéder à la demande de cessez-le-feu immédiat et inconditionnel du Hamas, une organisation terroriste, n'est en aucun cas un moyen de parvenir à une paix durable. Cela ne mettra pas fin aux souffrances ni aux cycles de violence pour les Israéliens et les Palestiniens. Nous devons au contraire, d'une seule voix, exiger du Hamas qu'il accepte de libérer les otages qu'il détient, afin que nous puissions mettre en œuvre l'accord sur la table pour mettre fin aux souffrances des otages de plus d'une dizaine d'États Membres et des millions de civils palestiniens à Gaza, et pour remettre les parties sur la voie de la solution des deux États.

Il est également temps qu'Israël et l'ONU cessent de travailler l'un contre l'autre et prennent plutôt des mesures pragmatiques pour garantir que l'acheminement de l'aide humanitaire aux Palestiniens qui en ont désespérément besoin ne sera pas interrompu. Nous faisons une nouvelle fois part de notre inquiétude quant au fait qu'Israël ne doit en aucun cas restreindre l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza en imposant des obstacles, lesquels doivent être levés. À l'avenir, Israël doit également veiller à ce que la mise en œuvre de sa législation récente n'entrave pas davantage la fourniture de l'aide humanitaire et des services essentiels, y compris par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui reste une bouée de sauvetage vitale pour les Palestiniens. Il est également indispensable qu'au fur et à mesure de l'évolution de l'architecture de l'acheminement de l'aide à Gaza, l'ONU collabore avec toutes les parties concernées et mette en place un plan viable pour faciliter l'acheminement de l'aide.

La récente lettre du Secrétaire général concernant l'UNRWA et l'avenir de l'acheminement de l'aide à Gaza laisse à penser que l'ONU n'a pas encore entamé de conversation sérieuse avec Israël concernant la mise en œuvre de la législation. Il ne semble pas non plus que les organismes compétents des Nations Unies aient eu des

conversations détaillées sur les mesures qu'elles peuvent prendre pour aider à garantir un acheminement continu de l'aide des Nations Unies à Gaza. Il faut que cela change, car des vies sont en jeu. L'ONU doit montrer qu'elle continuera de s'employer à trouver un moyen de soutenir la population de Gaza.

Le cynisme ne mettra pas fin à ce terrible conflit, mais un leadership audacieux peut offrir la perspective d'une paix durable, dans laquelle Palestiniens et Israéliens vivront côte à côte avec le même niveau de dignité et de sécurité et avec les mêmes possibilités. Pour être plus précis, seule une solution négociée prévoyant deux États, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, permettra d'aboutir à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens. Il n'y a pas d'autre voie qui garantisse que les Palestiniens puissent vivre dans la liberté et la dignité qu'ils méritent, et il n'y a pas d'autre voie qui garantisse une paix durable entre Israël et ses voisins. C'est une paix qui mérite des efforts et pour laquelle les États-Unis travaillent sans relâche, même dans les heures les plus sombres depuis le 7 octobre.

Nous nous efforçons d'acheminer davantage d'aide à Gaza dès maintenant, mais nous devons également penser à ce qui suivra, lorsque Gaza et la Cisjordanie seront réunies, sous le contrôle et la gouvernance d'une Autorité palestinienne revitalisée et réformée. La sécurité économique en Cisjordanie constitue une base sur laquelle les parties peuvent s'appuyer. À cet égard, nous nous félicitons de la décision récente du Gouvernement israélien de proroger d'un an la relation de correspondance bancaire entre les banques israéliennes et leurs homologues palestiniennes. C'est un pas dans la bonne direction pour aider à instaurer la confiance et renforcer les liens économiques, mais ce n'est qu'un début. Les activités économiques doivent reprendre, y compris les autorisations de travail, qui ont été interrompues à la suite du 7 octobre.

Par ailleurs, nous restons très préoccupés par le fait que d'autres actes posés par les Israéliens en Cisjordanie entament la capacité de l'Autorité palestinienne de répondre aux besoins du peuple palestinien et, d'une manière plus générale, assombrissent les perspectives d'une solution prévoyant deux États. Nous réaffirmons notre position : l'expansion des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie est un obstacle à la réalisation d'une solution à deux États, résultat ultime que nous souhaitons tous voir alors que nous cherchons à mettre un terme aux combats à Gaza. Pourtant, l'année qui s'achève a vu l'approbation de plus d'unités de peuplement que durant n'importe quelle autre période de 12 mois ces 10 dernières années. Nous réaffirmons notre conviction que le programme israélien d'appui à l'expansion des

colonies de peuplement est incompatible avec le droit international et ne sert qu'à affaiblir la sécurité d'Israël.

Nous restons également très préoccupés par les violences commises par des colons extrémistes en Cisjordanie. Une part disproportionnée de cette violence émane d'avant-postes illégaux, dont plusieurs dizaines ont été créés ces 12 derniers mois. Pour être claire, ces avant-postes sont illégaux au regard du droit israélien. Les centaines d'attaques violentes perpétrées au cours de l'année écoulée ont contraint des Palestiniens à abandonner leurs maisons et à quitter plus de 10 de leurs villages. Ce qui est encore plus alarmant, c'est que l'année dernière a vu le plus grand nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie depuis que l'ONU a commencé à collecter des données en 2005. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques des colons extrémistes et réaffirmons qu'Israël doit intervenir et y mettre un terme ou, mieux encore, empêcher qu'elles ne se produisent. À cette fin, nous exhortons Israël à mettre fin aux efforts visant à légaliser les avant-postes en Cisjordanie et à tout mettre en œuvre pour désamorcer les tensions et faire en sorte que tous les auteurs d'actes de violence répondent de leurs actes, indépendamment de leur origine ou de celle des victimes.

J'ai pris la parole pour la première fois devant le Conseil sur ce sujet en mars 2021 (voir S/2021/302), mois où j'ai assuré la présidence du Conseil pour la première fois. J'étais arrivée à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies quelques semaines auparavant et j'ai présenté les trois piliers de la politique des États-Unis en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien. Le premier avait trait à notre engagement sans faille en faveur de la sécurité d'Israël ; le deuxième visait à aider les Israéliens et les Palestiniens à avancer vers une solution prévoyant deux États, en garantissant l'avenir d'Israël en tant qu'État juif et démocratique, tout en appuyant les aspirations légitimes du peuple palestinien à un État qui lui soit propre ; et le troisième concernait la fourniture d'une aide au peuple palestinien. J'avais alors déclaré : « Efforçons-nous de parvenir à cette paix et à la prospérité pour tous ».

Tant de choses ont changé depuis cette réunion tenue il y a près de quatre ans. Tant de vies ont été brisées avant le 7 octobre, le 7 octobre, et dans les mois qui ont suivi, en raison du conflit catastrophique déclenché par le Hamas. Mais aujourd'hui, comme en 2021, les États-Unis restent déterminés à briser ce cycle. C'est pourquoi nous continuerons de travailler sans relâche pour promouvoir la diplomatie sur le terrain : pour un cessez-le-feu et la libération des otages, pour un afflux d'aide à Gaza aujourd'hui et dans les jours qui suivent, pour une réaffirmation de

la dignité, de la sécurité et des perspectives des Palestiniens comme des Israéliens, pour une solution prévoyant deux États et pour un jour nouveau pour la prochaine génération. Efforçons-nous de parvenir à cette paix et à la prospérité pour tous.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole à l'Observateur de l'État observateur de Palestine.

M. Mansour (État de Palestine) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie les membres du Conseil qui nous quitteront à la fin de l'année – l'Équateur, le Japon, Malte, le Mozambique et la Suisse – de leurs efforts inlassables pour faire respecter le droit international, y compris en parvenant à un cessez-le-feu, qui est la condition indispensable à tout ce que le Conseil appelle de ses vœux. Nous déplorons que les États-Unis aient eu recours au veto à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée, mais je tiens à saluer votre engagement personnel, Madame la Présidente, et votre approche constructive, car vous cherchez toujours à faire avancer les choses dans la bonne direction, par des voies dont le grand public n'a pas conscience. Je tiens à remercier les intervenants que nous avons écoutés attentivement, ainsi que le Secrétaire général et son représentant, le Sous-Secrétaire général Khiari, du rapport sur l'application de la résolution 2334 (2016) et de leurs efforts diligents.

Une autre année s'achève, mais les massacres n'ont toujours pas pris fin. Il y a presque un an jour pour jour, le Conseil adoptait la résolution 2720 (2023). Pourtant, un an plus tard, la faim et la famine font toujours partie intégrante de l'attaque israélienne contre notre peuple. À Gaza, chaque vie palestinienne a été bouleversée ou anéantie. On dénombre plus de 150 000 victimes. Des enfants, des femmes et des hommes palestiniens ont été assassinés, blessés ou mutilés par l'impitoyable assaut militaire qu'Israël mène par voie aérienne, terrestre et maritime, et qui se poursuit en ce moment même, faisant chaque jour de nouvelles victimes. Plus de 17 000 enfants palestiniens sont devenus orphelins ou ont été séparés de leurs parents. Nos enfants représentent aujourd'hui la plus importante cohorte d'enfants amputés par habitant dans le monde. Plus de 12 000 Palestiniens sont détenus. Nombre d'entre eux ont été enlevés, soumis à la torture et à des atteintes sexuelles, voire tués. Des milliers d'autres civils sont portés disparus et ceux qui survivent endurent des tourments indicibles. Traumatisme, terreur, destruction et dévastation sont infligés au peuple palestinien, sans aucune issue à l'horizon. Il s'agit d'un châtiment collectif de masse qui n'a pas de précédent en ce siècle.

Il y a plus d'un an, dans cette salle, nous avons appelé à un cessez-le-feu pour permettre aux familles palestiniennes et israéliennes de se retrouver de leur vivant, et non dans la mort. Nous avons appelé au respect de la vie civile, de toutes les vies civiles, sans en privilégier certaines par rapport à d'autres. Nous avons mis en garde contre ce qui arriverait en l'absence d'un cessez-le-feu (voir S/PV.9489). Pourtant, il y a à peine quelques semaines, un nouveau projet de résolution présenté par les 10 membres élus du Conseil de sécurité pour appeler à un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent (S/2024/835), qui bénéficiait de l'appui de 14 membres du Conseil de sécurité, a fait l'objet d'un veto de la part des États-Unis (voir S/PV.9790). L'Assemblée générale, agissant dans le cadre de l'initiative « L'union pour le maintien de la paix » et prenant des mesures là où le Conseil ne parvient pas à en prendre, a exigé un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent.

Nous demandons à nouveau au Conseil, si ce cessez-le-feu n'intervient pas dans les prochains jours – et nous espérons qu'il interviendra –, d'agir en vertu du Chapitre VII pour exiger un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. C'est la seule façon de mettre fin aux massacres, de garantir la libération des prisonniers et des otages, de veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne à tous ceux qui en ont besoin, de mettre fin au déplacement forcé de notre peuple et à l'annexion de nos terres, et de garantir le retrait total des forces d'occupation israéliennes.

Il y a huit ans, le Conseil a adopté la résolution 2334 (2016), texte historique, pour mettre un terme à l'accaparement des terres et ouvrir la voie à la fin de l'occupation israélienne et à l'instauration d'une paix juste. Mais malheureusement, et comme on pouvait s'y attendre, Israël a persisté dans l'exécution de son projet colonialiste, violant de manière flagrante et impitoyable le droit international et les résolutions des organes de l'ONU. Ni le Conseil, ni aucun État n'a encore adopté de mesures permettant d'amener Israël à répondre de ses crimes, d'y mettre un terme et d'annuler l'annexion illégale des terres palestiniennes. Depuis le début de l'occupation, Israël cantonne les Palestiniens du Territoire palestinien occupé aux zones déjà construites et habitées, soit seulement 13 % de Jérusalem-Est et 40 % du reste de la Cisjordanie. L'objectif a toujours été de faire en sorte qu'Israël puisse accaparer le maximum de terres palestiniennes, avec le minimum de Palestiniens. Mais cela n'a pas suffi et Israël a décidé de déplacer violemment notre peuple et de le remplacer, de déplacer de force des familles et des communautés palestiniennes, de démolir leurs maisons, de construire des colonies de peuplement au cœur de nos villes, et ce, de telle manière que l'intégrité territoriale de notre État soit détruite et que notre peuple et notre terre soient fragmentés.

La Cour internationale de Justice a déclaré sans ambiguïté que

« L'utilisation abusive persistante de sa position en tant que puissance occupante à laquelle Israël se livre en annexant le Territoire palestinien occupé et en imposant un contrôle permanent sur celui-ci, ainsi qu'en privant de manière continue le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, viole des principes fondamentaux du droit international et rend illicite la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. » (A/78/968, par. 261)

La Cour a demandé qu'il soit mis fin dans les plus brefs délais à la présence illicite des Israéliens dans le Territoire palestinien occupé et a rappelé à tous les États et à l'ONU leurs obligations à cet égard. Seule une action résolue et des mesures de reddition de comptes prises par l'ensemble de la communauté internationale pousseront Israël à mettre fin à sa destruction méthodique du peuple palestinien, de l'État palestinien, de la solution des deux États et des perspectives de paix dans notre région. À cet égard, nous attendons dans les prochains jours le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre des résolutions ES-10/24 et ES-10/26 de l'Assemblée générale, qui aideront les États Membres à décider des futures mesures à prendre. Nous l'étudierons en profondeur, et nous espérons que les membres du Conseil feront de même, avant de décider des prochaines étapes.

Nous nous félicitons du lancement de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États et de la décision prise par l'Assemblée générale d'organiser une conférence internationale de haut niveau en juin 2025, que mon collègue français a mentionnée, je crois, sur la mise en œuvre des résolutions pertinentes des organes de l'ONU relatives au règlement pacifique de la question de Palestine et à la solution des deux États. Nous appelons tous les États à agir sans tarder, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et du droit international, pour mettre fin à la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et pour garantir la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Parallèlement à son attaque à grande échelle contre le peuple palestinien, Israël s'en prend à tous ceux qui tentent de soutenir les droits des Palestiniens et de sauver des vies palestiniennes. Nous l'avons constaté avec l'ONU, et en particulier avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Et nous nous félicitons du soutien massif apporté

par l'Assemblée générale à l'Office face aux attaques israéliennes incessantes. Nous l'avons constaté également avec des organisations non gouvernementales internationales, tout récemment Amnesty International, à la suite de son rapport concluant qu'Israël est en train de commettre un génocide dans la bande de Gaza. Et nous l'avons constaté avec des États, Israël s'en étant pris dernièrement à l'Irlande. Le Ministre israélien des affaires étrangères a fermé l'ambassade d'Israël à Dublin en déclarant que « l'Irlande a franchi toutes les lignes rouges ». Est-ce vraiment le cas ? Ainsi, c'est Israël qui poursuit son génocide, affame et déplace de force un peuple, colonise et annexe des terres, mais ce serait l'Irlande qui a franchi toutes les lignes rouges pour dénoncer ces crimes et faire valoir la nécessité de respecter le droit international et les droits humains ? Il doit s'agir d'une blague. La situation peut-elle devenir encore plus absurde ? Les fonctionnaires israéliens peuvent-ils s'enfoncer plus loin encore dans l'indécence ? Israël a maintenant accusé d'antisémitisme l'ONU, presque tous les États de la planète, la Cour internationale de Justice, la Cour pénale internationale, les organisations non gouvernementales les plus réputées au monde, ainsi que les personnalités publiques et les voix morales de notre époque. Les juifs du monde entier ne peuvent être tenus pour responsables des actions d'Israël, et Israël ne peut pas non plus parler en leur nom ou les utiliser comme bouclier pour faire oublier la condamnation de ses violations.

Nous refusons l'amalgame délibéré entre le comportement d'un État, ou devrais-je dire les crimes d'un État, et les fidèles d'une foi donnée. Nous devrions tous considérer cela comme dangereux et comme nuisant à la lutte contre l'antisémitisme, et nous devons exiger que cela cesse. L'Irlande et d'autres pays de par le monde ont montré qu'ils ne se laisseraient pas décourager ou distraire par les attaques sans fondement et les campagnes de diffamation d'Israël. Ils resteront fidèles à leurs positions de principe malgré l'intimidation, les menaces et le harcèlement. Nous saluons tous ceux qui défendent la liberté, la justice et la paix, beaucoup d'entre eux s'appuyant sur leur propre histoire et leurs propres luttes et s'estimant tenus d'agir en raison de leur attachement au droit international et aux droits humains.

Ceux qui pensent qu'ils peuvent mettre fin à ce conflit en prenant davantage de vies palestiniennes et en colonisant illégalement davantage de terres palestiniennes, ou qu'ils peuvent contourner ou ignorer la question palestinienne et parvenir tout de même à instaurer la paix dans notre région se bercent d'illusions. Ils ne tiennent aucun compte de 77 ans d'histoire qui démontrent que la question palestinienne est incontournable et qu'il n'y aura pas de paix dans notre région en l'absence d'un règlement pacifique de la question de Palestine.

Le temps nous est compté, mais nous ne sommes pas à court d'options. Nous ne sommes pas impuissants. L'occupation, la guerre et la mort ne sont pas notre seul horizon. Mais nous devons tous prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin. Nous ne pouvons pas nous permettre d'autres retards, d'autres excuses, d'autres demi-mesures, d'autres discours percutants alors que les mesures sont insipides. Les actes en disent plus que les mots. Il est temps de faire preuve de détermination, de nous laisser guider par la clarté morale et de montrer l'exemple. Nous appelons tous les États à réfléchir à ce qu'ils peuvent, et doivent, faire de plus pour faire respecter le droit international et appliquer les résolutions de l'ONU, et nous soulignons qu'ils doivent à l'histoire et à l'humanité, ainsi qu'à notre peuple et à tous les peuples, d'agir maintenant afin que la liberté, la justice et la paix puissent l'emporter. Ils doivent agir maintenant pour mettre fin aux massacres et au génocide à Gaza, au nettoyage ethnique et à l'apartheid, à l'occupation illégale et au conflit, et pour instaurer la paix.

Nous ne demandons rien de plus que les droits que le droit international garantit à notre peuple, mais nous ne pouvons rien accepter de moins. Le peuple palestinien a besoin du soutien et de la solidarité continus du Conseil de sécurité, aujourd'hui plus que jamais. Je prie le Conseil de ne pas l'abandonner.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Danon (Israël) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Sous-Secrétaire général Khiari et M^{me} Efron de leurs exposés. Je voudrais également remercier les États-Unis d'avoir permis aux familles des otages de faire enfin entendre leur voix au Conseil de sécurité. Je remercie M. Levy de son exposé courageux et incroyablement puissant. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener son frère et tous les otages chez eux. Je dois dire mon dégoût devant le fait que le représentant de l'Algérie n'a pas pu se résoudre à reconnaître M. Levy et la douleur qu'il subit chaque jour à cause du Hamas, ni même à mentionner les crimes du Hamas à Gaza.

Alors que nous arrivons au terme d'une très longue année, je voudrais demander aux membres du Conseil de se remémorer les 12 derniers mois, la douleur et la souffrance ressenties par tant de personnes, y compris les familles des 100 otages toujours détenus par le Hamas, et les sacrifices consentis pour protéger les innocents des terroristes. Cependant, ces 12 mois ont également été marqués par d'immenses transformations, et des perspectives s'offrent à nous. En 2024, le Moyen-Orient est devenu pratiquement méconnaissable. Nous continuons de démanteler le Hamas et d'éliminer toute menace qu'il pourrait représenter et

nous sommes en train de débarrasser Gaza de ses oppresseurs terroristes. Au nord, le Hezbollah, qui était autrefois le supplétif le plus vicieux et le plus dangereux de l'Iran, a été considérablement affaibli. Des terroristes notoires – les membres se souviendront des noms de Yahya Sinwar, Mohammed Deif, Hassan Nasrallah, Ibrahim Aqil et des dizaines d'autres qui ont causé des souffrances inimaginables à des millions de personnes, et pas seulement à des Israéliens – ont été éliminés. Aujourd'hui, le régime d'Al-Assad, responsable de la mort de centaines de milliers de ses concitoyens, est devenu poussière.

Il est évident pour tous qu'il ne s'agit pas d'événements isolés. Ils sont tous liés et, ensemble, ils offrent une occasion extraordinaire au Conseil et au monde. L'occasion qui s'offre à nous est claire : mettre enfin un terme aux aspirations du régime islamique d'Iran à créer un empire chiite suprémaciste et débarrasser le monde d'un régime des plus corrompus, violents et déstabilisateurs. Israël a agi sans hésitation. Nous avons frappé les réseaux terroristes qui jetaient autrefois une ombre sur notre région. Mais le fardeau de l'instauration de la paix ne repose pas uniquement sur les épaules d'Israël. Les provocations de l'Iran continuent de s'intensifier, et il brandit des menaces éhontées concernant ses ambitions nucléaires. Ses supplétifs au Liban, au Yémen et en Iraq restent actifs et meurtriers, semant le chaos bien au-delà de la région. La menace n'est pas localisée : le régime islamique d'Iran représente un danger pour le monde entier.

Le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la progression nucléaire de l'Iran (GOV.2024/61) et la récente lettre de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni (S/2024/862) soulignant le « non-respect systématique et quasi total » par l'Iran de ses engagements sont des appels à une action immédiate. Ils parlent d'un avenir hypothétique, mais le danger est déjà présent à l'horizon. C'est maintenant qu'il faut agir. Le Conseil doit appliquer des sanctions draconiennes afin d'étouffer la capacité de l'Iran à financer ses supplétifs. Il doit désigner le Corps des gardiens de la révolution iranienne – la tentacule terroriste de l'Iran – comme une organisation terroriste. Ces mesures ne sont pas facultatives. Elles sont impératives. Le régime islamique se nourrit de l'inaction et de l'indécision. Si le Conseil échoue, s'il reste silencieux au lieu d'agir de manière résolue, il sera complice d'une campagne de terreur.

Je l'affirme sans détour. Israël n'a pas l'intention d'occuper la Syrie ou des parties de la Syrie. Nous ne sommes pas des bâtisseurs d'empire. Nous sommes des défenseurs. Les défenseurs de notre peuple, de nos frontières et de notre droit de vivre en paix. Nos actions sont limitées et défensives.

La fête de Hanoukka approche. C'est un moment de réflexion et de résilience, ainsi qu'un moment pour tirer les enseignements de l'histoire. Hanoukka raconte l'histoire de deux miracles : le premier est celui de l'huile qui a brûlé pendant huit jours dans le temple, un acte divin échappant au contrôle humain. Mais le second miracle, le triomphe des Maccabées sur le puissant empire grec, a témoigné du courage humain et de la volonté d'un peuple petit mais déterminé, qui refuse de plier face à la tyrannie. Il y a tout juste deux semaines, nous avons vu un autre régime cruel et maléfique être renversé par une population déterminée qu'il avait opprimée pendant des décennies. Nous savons tous ce qu'Al-Assad a fait à son peuple.

Je voudrais à présent m'adresser au courageux et ancien peuple iranien pour lui dire de ne pas laisser passer cette rare occasion historique et d'agir maintenant. Le peuple israélien est à ses côtés, et je veux lui dire, dans sa langue, que nous connaissons le prix de la liberté et le courage qu'elle exige. Son combat n'est pas seulement mené pour lui-même, mais pour les millions de vies que son régime a déstabilisées et détruites. Il a entre ses mains le pouvoir de restaurer la belle nation iranienne et de reconstruire un pays riche d'histoire, de culture et de résilience.

Alors que nous réfléchissons à l'espoir incarné par Hanoukka, nous devons également regarder en face le travail qu'il nous reste à accomplir. Les stigmates du terrorisme restent encore vivaces. Il y a encore 100 otages détenus par le Hamas à Gaza, qui endurent des conditions qui dépassent l'entendement. En ce moment même, Israël négocie leur liberté. Les crimes contre l'humanité commis par le Hamas sont abjects, et pourtant une grande partie du monde reste silencieuse.

Tout en démantelant le réseau terroriste du Hamas, nous poursuivons nos efforts humanitaires pour veiller à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en ont besoin. Des centaines de camions entrent quotidiennement dans

la bande de Gaza, et le volume total de l'aide atteint désormais 1,2 million de tonnes. Pas plus tard que samedi dernier, nous avons coordonné l'entrée de 5 000 litres de carburant pour faire fonctionner des systèmes hospitaliers essentiels. Parallèlement au carburant, nous avons livré des centaines de caisses de matériel médical et de denrées alimentaires. En outre, 36 patients et aidants ont été transférés dans des hôpitaux plus stables à Gaza. Cependant, nous voyons aussi ce qu'il s'est passé le même jour : alors que nous apportons une aide médicale vitale aux civils de Gaza, des terroristes du Hamas ont tiré des roquettes à 50 mètres à peine d'un entrepôt d'aide internationale. Telle est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Nous continuerons à faire notre travail. Nous continuerons à ouvrir de nouveaux points de passage de l'aide humanitaire et à faciliter l'acheminement de l'aide avec nos partenaires internationaux.

Au terme de cette année douloureuse mais porteuse de transformation, Israël se tourne vers l'avenir. Nous sommes tous suffisamment intelligents pour être conscients du fait qu'il y a deux parties à cette table, et soyons honnêtes : l'une d'entre elles souhaite réellement un avenir constructif, véritable et pacifique. L'autre partie, en revanche, exploite ce conflit comme un outil pour promouvoir ses propres objectifs. Certains l'utilisent pour détourner l'attention des conflits dans leur région du monde, d'autres pour maintenir en vie leurs organisations défaillantes et d'autres encore pour servir leurs intérêts politiques nationaux.

En fin de compte, Israël restera lucide. Nous ramènerons tous nos otages. Nous continuerons à faire ce qui est nécessaire pour que cet avenir pacifique et constructif se concrétise, malgré le vacarme, les préjugés et les desseins dont nous sommes témoins dans cette salle et au-delà.

La séance est levée à 12 h 45.